

# Le Japon et le Maghreb

—

Abdallah SAAF

RP-19/03

# A propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

## Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal, Hay Riad, Rabat - Maroc.  
Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)  
Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54  
Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

© Policy Center for the New South. All rights reserved - 2019  
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



# **Le Japon et le Maghreb**

Abdallah SAAF

## **A propos de l'auteur, Abdallah SAAF**

Abdallah Saaf est Senior Fellow à Policy Center for the New South et professeur de sciences politiques à l'université de Mohamed V à Rabat. Il est directeur du Centre des Etudes et Recherches en Sciences Sociales et président fondateur de l'Association marocaine de sciences politiques. Il dirige également la revue Abhath (Revue marocaine de sciences sociales).

Abdallah Saaf a été membre de la Commission de révision de la constitution marocain de juillet 2011 et membre du comité scientifique du Forum Mondial des Droits de l'homme. Il fut notamment Ministre de l'Education Nationale au cours de la période du gouvernement de l'Alternance (1998-2004). Le Professeur Saaf dirige la publication régulière d'un Rapport stratégique du Maroc depuis 1995.

## Résumé

Les relations du Japon avec le Maghreb sont alimentées par des éléments de projection très diversifiés, inégaux, vers des pays et des sociétés qui intéressent le Japon par eux-mêmes, mais dont l'importance est renforcée par leurs articulations avec les maillages, africain et moyen oriental. La décennie actuelle ne constitue pas le moment le plus fort de ces relations. La coopération entre le Japon et les pays du Maghreb reste significative, cependant. Les possibilités de développement sont considérables, mais encore inexploitées. Plusieurs éléments laissent penser que la politique étrangère du Japon dans la région n'a pas encore été fermement définie, ou que, peut-être à dessein, elle semble s'installer dans une certaine généralité.



# Le Japon et le Maghreb

A la fin de la décennie en cours, le Japon s'efforce de garder son profil de grande puissance économique, avec un PIB de 4872 milliards de dollars ; un taux de croissance de 1,7; une balance budgétaire de 3, 2, soit une amélioration par rapport aux années précédentes : 2013, -6,9 ; 2014, -4,8 ; 2015 et 2016, -3,8. En 2016, les exportations atteignaient 16,1 milliards de dollars et les importations dépassaient les 15 milliards de \$. Le taux de chômage était de l'ordre de 2,9, sur une population de 126,7 et le PIB/hab 42831<sup>1</sup>.

Les grandes orientations de la politique extérieure japonaise ont peu changé depuis la Seconde Guerre mondiale : « Parvenir à une croissance économique...dans laquelle l'intégration régionale » est déterminante, « Maintenir l'ordre libéral international fondé sur une série de règles et de principes, incluant la liberté de navigation et le règlement pacifique des différends... », « Préserver la souveraineté japonaise », « Protéger son territoire et ses intérêts vitaux dans les régions entourant le Japon, ainsi que les lignes de communication maritimes »<sup>2</sup>.

Sur le plan de l'action politique, la mise en place, par le Premier ministre, Shinzo Abe, en juin 2015, de sa « Stratégie de revitalisation du Japon » avait signifié une nouvelle offensive de croissance, donnant la primauté au renforcement de la puissance de l'offre dans une société marquée par une baisse de sa population<sup>3</sup>. Depuis les années 90, l'économie japonaise a connu une stagnation en raison de la déflation persistante, un taux de croissance économique limité à 1% durant plus de deux décennies. Avec la nouvelle politique économique, nommée "ABENOMICS", la croissance semble avoir repris. Le taux de croissance économique pour 2015 a été estimé à 2.4%. Des entreprises japonaises ont enregistré des bénéfices remarquables au cours des deux dernières années, rendant même possible une hausse des salaires. Pour sortir de la déflation, la nouvelle politique économique " ABENOMICS" s'est proposée d'atteindre une stabilité des prix atteignant 2% d'inflation, et élaboré une démarche fiscale plus souple, et un budget supplémentaire d'environ 8,3 milliards USD. Le défi capital était d'arriver à un renouveau de l'économie, en assainissant les finances, alors que la dette publique du Japon avait atteint le double du PIB. Il s'imposait de maîtriser la dépense nationale pour la sécurité sociale et d'inciter l'investissement dans les nouveaux secteurs de croissance pour renforcer la compétitivité industrielle. La réforme structurelle paraissait nécessaire, assumée par le gouvernement en dépit des difficultés sociales qu'elle engendrait, et se propose d'investir pour le futur, afin de réaliser la révolution de la productivité et, plus précisément, du développement de l'IOT<sup>4</sup> et des technologies robotiques, de révolutionner l'industrie et de stimuler le monde des affaires.

---

1. Selon les sources croisées du FMI/CNUCED/BM. Voir tableau en annexe I. Je renouvelle mes remerciements à M.Tayeb Ghazi pour son assistance dans l'élaboration des tableaux qui accompagnent le texte.

2. La politique extérieure japonaise et les contraintes internes - Persée [https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1985\\_num\\_50\\_1\\_3443](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1985_num_50_1_3443).

La nouvelle définition de la politique étrangère du Japon, Politique étrangère, 1996 61-2 pp. 293-301

La mutation de la politique étrangère japonaise : Perspective ... - ENAP [www.enap.ca/ENAP/docs/GERFI/.../GERFI\\_Japon\\_Feministe\\_GagnonTLC.pdf](http://www.enap.ca/ENAP/docs/GERFI/.../GERFI_Japon_Feministe_GagnonTLC.pdf).

22 janv. 2016 -

3. La relative dépopulation du Japon comporte bien des conséquences internes et externes de nature géopolitique, et rend plus difficiles les réponses qu'il pourrait apporter à ses grands défis. Voir sur ce sujet Verluise Pierre (dir), Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient : les dessous des cartes, enjeux et rapports de force. Broché – 14 décembre 2017

4. Ce que l'on appelle la 4<sup>ème</sup> révolution industrielle. IOT : Internet des Objets changes d'informations et de données provenant de dispositifs présents vers le réseau internet

Le Japon a, aussi, entrepris la réforme du secteur agricole, par l'accroissement de sa productivité, l'amélioration de la gestion de son industrie, la rénovation de son système de coopératives, entre autres par l'encouragement de l'insertion des jeunes. L'aménagement des régions touristiques et le renforcement de la compétitivité internationale du tourisme japonais a fait l'objet d'efforts plus importants<sup>5</sup>. Il en est de même concernant le renouveau du système de santé, par l'utilisation des technologies informatiques, la contribution à la consolidation des services de santé du pays en coopération avec l'archipel. La démarche de promotion du rôle des femmes pour accélérer le "Womenomics" doit être également mentionnée<sup>6</sup>.

Le Japon a constamment mis l'accent sur la diplomatie économique qui cherche, selon son discours officiel, à participer à une évolution pacifique des systèmes politiques et économiques, et pour réaliser le développement durable de son économie. Dans cette perspective, il était important de renforcer les liens économiques avec différents pays, de conclure nombre d'accords de libre-échange, de partenariat économique et d'accélérer les négociations pour la conclusion rapide d'autres accords, comme ceux relatifs au partenariat trans-pacifique, avec l'Union européenne (UE), avec les pays d'Asie, et de développer une stratégie ambitieuse de coopération en direction de l'Afrique<sup>7</sup>.

Le Japon demeure fragile, cependant, important l'essentiel de ses ressources énergétiques, par exemple autour de 100 % de son pétrole. Sa population de 127 millions d'habitants, en 2014, avec une densité de 336 habitants au kilomètre carré, principalement autour d'Osaka-Tokyo, est concentrée sur un territoire de 377 944 km<sup>2</sup>. De plus, le Japon doit couvrir une Zone économique exclusive de plus de 4,4 millions de kilomètres carrés. Il s'étire sur 3 300 kilomètres de long, de la Russie, au nord, à Taïwan, au sud, le long de la côte orientale de l'Asie (Chine et Corées). L'archipel nippon comporte 6852 îles de plus de 100 m<sup>2</sup>, dont 430 sont habitées. L'ensemble de ces données montre la difficulté pour les Japonais d'assurer la protection de leur souveraineté<sup>8</sup>.

Après l'impact de la crise de 2008, et concomitamment avec le « Printemps arabe », le Japon s'est beaucoup ressenti de la crise mondiale et des conséquences du tremblement de terre de 2011, et de la catastrophe de Fukushima. Ces événements considérables, en plus de la volonté du pays d'opérer une sortie du nucléaire, l'ont obligé à se focaliser sur les contraintes de son économie nationale. Le contexte interne japonais a durablement continué à peser sur sa démarche à l'échelle internationale.

Sur un plan sécuritaire global, à court et moyen termes, trois menaces principales pèsent sur le pays, constituant l'un des grands objectifs des « Lignes directrices du Programme de défense nationale » de décembre 2010<sup>9</sup> : la question de la souveraineté sur les îles du Sud-ouest, les îles Senkaku, notamment la souveraineté remise en cause par la Chine ; le problème des menaces représentées par les missiles balistiques Nord-coréens; la protection de son commerce maritime, en particulier en relation avec ses

---

5. Devenir un pays à vocation touristique est l'un des piliers de la stratégie de croissance actuelle du Japon. Elle vise à recevoir 40 millions des touristes jusqu'en 2020, et 60 millions pour l'année 2030. Plus de 20 millions de touristes ont visité le Japon en 2016.

6. Grâce à cette politique, le nombre de femmes qui travaillent a augmenté d'environ 800000 depuis deux ans. Le Japon s'est fixé comme objectif d'atteindre un taux de 30% des femmes cadres dans le gouvernement et les entreprises à l'horizon 2020.

7. Voir plus loin, pp 5et s, pp9 et s.

8. Le Japon et la Russie semblent souhaiter dépasser les problèmes hérités de la Seconde Guerre mondiale, et s'orienter vers une relation stratégique. Cela exige un « compromis », qui paraît peu probable en l'état actuel des choses. Cette absence d'entente avec la Russie laisse incomplète la démarche stratégique du Japon pour le Japon : la diplomatie proactive de Shinzo Abe. Tokyo, entre Pékin et Washington. Ramses, Ramses 2018. La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?

IFRI, Dunod, Paris, 2018, pp 228-231.

9. Les « National defense program guidelines » de 2010) définissent les orientations de la défense japonaise, voir East Asian Strategic Review 2013 (EASR)



besoins énergétiques, liés au Moyen-Orient, et rendue difficile par les revendications territoriales de la Chine...

A l'occasion du 70ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Premier ministre Shinzo Abe a solennellement exprimé ses « profonds » regrets pour les peines et souffrances infligées par son pays lors de cette guerre, soulignant sa résolution à ne plus laisser se reproduire de telles horreurs. Il a également affirmé la volonté du Japon de ne pas s'écarter du chemin de nation pacifiste, dans lequel il se situe depuis 70 ans. Le Japon s'est obligé, selon l'article 9 de sa Constitution, à renoncer, une fois pour toutes, à la guerre, aux menaces et à toute utilisation de la force armée comme moyen de résolution des conflits. Il a solennellement réitéré sa détermination, comme seul pays ayant subi un bombardement atomique, à poursuivre ses efforts visant à la non-prolifération et à l'élimination des armes nucléaires.

Le gouvernement Abe a voulu définir une politique de "contribution proactive à la paix", afin d'assumer un rôle plus actif dans le monde. Dans ce contexte, le parlement japonais a adopté une nouvelle législation pour la paix et la sécurité<sup>10</sup>. On sait qu'après l'adoption de la nouvelle législation, les forces d'autodéfense (FAD) peuvent désormais participer aux activités des Nations unies dans le cadre des activités de coopération internationale et pour le maintien de la paix. Dans le même esprit, le Japon a établi une politique étrangère fondée sur le « renforcement des mesures internationales contre le terrorisme », « le renforcement des actions diplomatiques pour la stabilité dans les régions du Sahel, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient », et la « promotion du dialogue et de la communication avec les pays arabes et musulmans ».

Le Japon affiche, donc, une démarche de coopération à l'échelle mondiale, avec son esprit et son contexte politique spécifiques, ses ressources propres et ses outils d'intervention particuliers. Il a forgé des instruments distinctifs de coopération en termes de coordination, comme l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) et la Japan bank for international cooperation (JBIC). Ces instances organisent des réunions périodiques et ajustent régulièrement leurs programmes. La JICA et la JBIC ont fusionné depuis 2008. Des améliorations sont introduites, avec plus ou moins de succès, sur la base des évaluations effectuées par les deux institutions : examen renouvelé des besoins réels des parties, évaluation des résultats, réorientations possibles des actions... Un des traits remarquables de la coopération japonaise avec la plupart des pays, et cela est manifeste dans le cas des Etats du Maghreb, consiste à se remettre en cause en permanence, de s'amender, de se corriger, de se projeter<sup>11</sup>...

Comment se déclinent les démarches de ce pays envers le Maghreb ? Quel rapport de la démarche du Japon, par rapport à celle adoptée envers le Machrek, ou même envers l'Afrique ? Comment cela prend-il du sens par rapport à la politique étrangère générale du pays, et aussi bien par rapport à sa

---

10. Japon : la diplomatie proactive de Shinzo Abe. Tokyo, entre Pékin et Washington, précité, Ramses. Depuis plus de 20 ans, les Forces d'Auto-Défense (FAD) du Japon mènent 14 missions pour des opérations de maintien de la paix à l'étranger, 50 000 de leurs membres ont été engagés sur le terrain. En Afrique, les FAD mènent des opérations contre la piraterie à Djibouti, pour le maintien de la paix au sud du Soudan, dans le cadre de la Mission des Nations unies (MINUSS).

11. La Japan International Cooperation Agency (JICA) a été créée en 1974, réunissant des organismes opérant dans différents domaines (coopération technique, immigration, envois de volontaires, coopération agricole...). Elle a vu son rôle renforcé par la création, en 2008, de la « New JICA », qui regroupe l'ancienne JICA et les activités de prêt de la Japan Bank for International Cooperation (JBIC) ainsi qu'une cogestion avec le ministère des Affaires étrangères des prêts non remboursables. Celle-ci a mis en place des politiques basées sur le principe du self-help : œuvrer pour un environnement favorable au développement (avec, par exemple, des infrastructures de qualité, une bonne formation) ; favoriser les prêts plutôt que les dons. L'exercice de l'évaluation...

doctrine stratégique, à sa politique étrangère concrète, à sa diplomatie économique et à sa politique de défense ?

Pour mieux cerner la place du Maghreb dans les relations extérieures du Japon, et la place du Japon dans les relations internationales des pays maghrébins, il semble nécessaire de situer ces relations par rapport à l'ensemble de la politique extérieure japonaise, en particulier par rapport à la région<sup>12</sup> (I), avant d'entreprendre l'étude des relations bilatérales du Japon avec chacun des pays du Maghreb (II).

## I. La place du Maghreb dans la démarche japonaise

Comment s'articule la politique extérieure du Japon avec la démarche qu'il décline au niveau du Maghreb, en particulier en relation avec les deux portes d'entrée du Maghreb : le Moyen-Orient et l'Afrique. Par ailleurs, les relations avec le Maghreb dans son ensemble paraissent dégager des particularités. Elles s'articulent sur celles liant le Japon au Moyen-Orient (A) et à l'Afrique et peuvent être décryptées avec la sous-région comme si celle-ci représentait effectivement un ensemble (B).

### 1. L'articulation Maghreb, Moyen-Orient et Afrique

Le Japon importe l'essentiel de ses produits énergétiques du Moyen-Orient. Aussi, s'agissant de sa projection dans le monde, il ne pouvait qu'accorder une grande attention à cette partie du monde, même si elle n'apparaît pas prioritaire. Pour les Japonais, l'Afrique constitue une stratégie volontaire plus récente qui s'explique par les mutations en cours du système mondial et les rivalités avec d'autres puissances établies ou en voie d'émergence, comme la Chine et l'Inde. Les relations avec le Maghreb revêtent tout leur sens par rapport à l'articulation de ces deux entrées.

#### A. Le Maghreb comme composante du monde arabe

L'intérêt du gouvernement japonais pour les peuples du Moyen-Orient et du Maghreb a été fortement affirmé à travers un tissu conventionnel imposant avec les pays de cette zone géographique. Il est attesté par son implication multiforme dans maints séminaires, colloques, conférences et groupes de réflexion. Dans les années soixante-dix, nombre d'élites japonaises exprimaient un certain enthousiasme envers les Arabes. L'embargo de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) n'a pas été appliqué au Japon, et celui-ci a cherché à développer des relations d'amitié avec les pays de la région<sup>13</sup>. Historiquement, le Japon est longtemps resté peu lié au Moyen-Orient et à ses préoccupations. Il est peu mentionné dans les discussions politiques et militaires dont les acteurs dominants restent les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, les Nations unies, Israël et autres pays de la région.

Cependant, le fait que le Japon dispose de peu de ressources naturelles, et importe l'essentiel de son pétrole du Moyen-Orient est déterminant. On a observé le renforcement progressif de son implication dans la région, à travers la construction de multiples relations de coopération avec des pays riches en ressources naturelles dans la région, ses principaux fournisseurs en énergies. Le Moyen-Orient

---

12. Cinq pays sont concernés par la présente étude : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie

13. L'image positive du Japon s'explique aisément par sa non-implication dans les entreprises coloniales du passé. Les Iraniens étaient également bien disposés à son égard.

constitue un grand marché potentiel de plus de 500 millions d'habitants dont le PIB est de 4 mille milliards de dollars et au cœur d'un couloir de navigation. Le Japon a essayé, d'abord, de développer ses relations dans le domaine énergétique, les étendant progressivement aux dimensions politiques, sociales, scientifiques et éducatives. De ce fait, les événements de cette partie du monde sont devenus, au fil des jours, de première importance pour Tokyo. Peu à peu, une certaine émergence de la puissance japonaise dans la région et, de là, en Méditerranée, s'est esquissée en toute discrétion, sur la base d'un argumentaire patiemment construit et centré sur la recherche de la stabilité politique et économique de la région, la visée d'une meilleure gouvernance, la mise en œuvre d'une gestion politique et administrative appropriée, la formation de la main-d'œuvre, la promotion de l'emploi et le développement des industries.

Le Japon est le troisième partenaire commercial du monde arabe, après l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis, avec 119 milliards de dollars, soit 20% du commerce extérieur arabe, réalisant à peine 4 milliards de dollars d'investissements pour l'ensemble de la région. Il a défini la « Stratégie pour une région indopacifique libre, ouverte et prospère », conçue comme un maillage fait de la liaison entre l'Asie et l'Afrique et entre l'Océan indien et le Pacifique, le Moyen-Orient étant perçu comme le pivot des deux liaisons. C'est la raison pour laquelle le Japon entend œuvrer pour le renforcement de « l'attelage » de l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient. La démarche stratégique du Japon au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est consolidée par le fait que le Japon participe d'une manière significative au développement économique et social de la région depuis de longues années, en y intégrant, à titre principal, une démarche exigeante de la formation de ses ressources humaines<sup>14</sup>.

L'idée des fora économiques arabo-japonais a été lancée en 2004, à l'occasion de la tenue de la réunion du Conseil économique et social arabe. Ces rassemblements, assidûment fréquentés par l'ensemble des pays arabes, ont constitué l'occasion de faire ressortir l'importance de la coopération arabo-japonaise. Le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes avait proposé, alors, l'institution de mécanismes permettant de pérenniser ces relations. Sur le plan politique, lors de différentes péripéties du dialogue politique entre les deux parties, les responsables japonais ont sollicité le soutien des pays arabes pour exercer la plus forte pression possible sur la Corée du Nord, afin que celle-ci mette fin à ses essais nucléaires et tirs de missiles, conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité<sup>15</sup>. Plusieurs éditions se sont succédées : 2009, 2010, 2013, 2016. Après quatre fora économiques entre le Japon et les pays arabes, un dialogue politique a été organisé au niveau ministériel. Le document commun publié à l'issue du forum de Tunis de 2010, sous le titre "Déclaration de Tunis", reflète l'état d'esprit prévalant dans les tête-à-tête Nippo-arabes: la partie arabe avait considéré que "l'aide officielle japonaise au développement pourrait jouer un rôle axial dans le développement des pays arabes ", elle affirmait accueillir favorablement la participation des entreprises japonaises aux projets de construction de stations d'énergie nucléaire pour la production de l'électricité dans les pays arabes. La partie japonaise, quant à elle, a fait part de sa détermination à "contribuer, de manière agissante", à la consolidation de l'infrastructure dans la région arabe, à mettre en œuvre de manière optimale ses potentialités. Les deux parties ont souligné "l'impératif de promouvoir les relations commerciales interarabes, dans le cadre de la convention sur la zone arabe de libre-échange et le développement de la coopération dans les secteurs de l'eau, du pétrole, du gaz naturel et des énergies renouvelables ».

---

14. Selon le ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Kono, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord comptaient comme un des piliers de la diplomatie japonaise et a manifesté l'idée de s'engager davantage dans la paix et la stabilité de cette région. Le ministre a annoncé les « 4 principes de Kono » axés sur la contribution intellectuelle et humanitaire, l'investissement pour le peuple, les efforts durables et le renforcement des efforts politiques.

15. M. Kishi, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères d'alors à Jericho en avril 2017). Entretien ministériel bilatéral au Caire, le 12 septembre.

notamment, l'énergie solaire. A leurs yeux, le Forum économique arabo-japonais constituerait "un cadre d'action commune", et un trait d'union entre les activités commerciales du Japon et des pays arabes<sup>16</sup>.

Un des aspects les plus significatifs de la relation japonaise avec la région est, bien entendu, son attitude face à la question palestinienne. Le Japon soutient l'idée de réouverture des négociations par le renforcement du développement économique de la Palestine et la création d'une relation de confiance à travers la coopération régionale. Dans ce sens, le Japon fournit depuis 1993 une aide importante<sup>17</sup>.

En 2011, la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord a été investie par le vaste mouvement de contestation, le « Printemps arabe ». Sous la pression populaire réclamant une démocratisation en Tunisie, en Egypte en Libye, et ailleurs, les régimes autoritaires de nombreux pays ont été fortement secoués. Le « Printemps arabe » a été ponctué de diverses actions menées par les nations occidentales, depuis les pressions diplomatiques entre décembre 2010 et février 2011, afin d'obtenir des régimes égyptien et tunisien qu'ils cèdent du pouvoir, à l'intervention militaire des troupes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) menées par la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne contre le gouvernement libyen de Kadhafi, entre mars et octobre 2011. Pour le Japon, la stabilité de la région constitue, du point de vue de sa sécurité énergétique, une condition vitale. De plus, face à de tels bouleversements, affirmer sa présence, par le biais d'une aide et d'une action appropriées, dans le processus de démocratisation et de stabilisation économique devait contribuer à la consolidation de la stature du Japon sur le plan international<sup>18</sup>.

Outre les assistances humanitaires fournies à la Syrie, à l'Irak et à leurs pays voisins, pour les réfugiés et la stabilité, le Japon, via la JICA, a proposé son appui pour promouvoir les premières réformes démocratiques. Dans ce sens, il a apporté une aide significative en fournissant des équipements de base aux instances supervisant les élections en Tunisie et en Egypte, pour aider à organiser des consultations populaires crédibles<sup>19</sup>. D'un autre côté, le terrorisme international, dont le

---

16. A l'occasion de ces rencontres, nombre d'accords de coopération ont été signés: lors du forum de Tunis, des accords ont été conclus avec la Tunisie dans le domaine de l'énergie (solaire, énergies renouvelables, énergie solaire concentrée) ; avec le Maroc dans les domaines des finances et de l'énergie solaire; des mémorandums de coopération entre le Centre japonais de Coopération dans le domaine du pétrole et l'Organisation des Pays arabes exportateurs de pétrole; entre le Centre japonais de Coopération pour le Moyen-Orient, l'Union générale des Chambres de Commerce, d'Industrie et de l'Agriculture pour les pays arabes, la Fédération des Hommes d'Affaires arabes, l'Union des Investisseurs arabes, les Comité d'investissement de nombre de pays arabes ; etc...

17. Une aide supérieure à un milliard de dollars, comportant, entre autres, la construction d'un hôpital à Jéricho, l'introduction du système de carnet de santé mère-enfant. Sur la période de 2003 à 2009, l'aide japonaise à la Palestine a atteint 8 % du total des aides reçues en faveur des Palestiniens, venant après l'Union européenne (21 %) et les Etats-Unis (18 %). Le Japon a entrepris un projet à long terme, le "Couloir de paix et de prospérité" à travers les travaux de réalisation du parc agricole et industriel de Jéricho. Ce projet phare, le « Parc agro-industriel de Jericho (JAIP) » a marqué son 10ème anniversaire et, en 2015, installation de 7 entreprises et la création de 130 emplois. Le Japon s'est prononcé pour "la solution de deux Etats" prévue par la "feuille de route pour la paix au Moyen-Orient" du quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie et Nations unies).

18. Voir Sakai Kazunari, Le « Printemps arabe » et la diplomatie japonaise: Nippon.com <https://www.nippon.com/fr/currents/d10001/> Dernière visite : 11/01/19

19. Des séminaires ont été organisés pour expliquer le système électoral et de partis politiques du Japon, le processus japonais de démocratisation après la Seconde Guerre mondiale, et une aide a été accordée aux médias, afin de couvrir les élections. Cette démarche peut être comparée au soutien apporté par le Japon aux démocraties émergentes dans d'autres parties du monde, comme le Cambodge, l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, les Balkans, le Pakistan, Timor-Est, l'Indonésie et les Territoires palestiniens...

Japon a été victime à plusieurs reprises avec l'élimination physique de ressortissants japonais<sup>20</sup> et la piraterie, active notamment en Afrique de l'Ouest et de l'Est, et en Asie du Sud-Est, pouvant perturber le trafic maritime, menacent les intérêts japonais. Le Japon a fourni un soutien notoire aux secteurs sécuritaires de la région.

En dépit de ces événements tragiques qui ont eu un impact sur les rapports du Japon avec la région et de ses préoccupations internes, un certain dynamisme semble avoir animé la diplomatie nipponne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Ainsi, sur la base de l'expérience de la modernisation du Japon, l'éducation est posée comme une clé pour le développement nécessitant le renforcement des efforts dans les domaines de l'éducation et de la formation des ressources humaines. Dans cette perspective, le Japon a soutenu l'établissement de la coopération entre des lycées et des universités avec les pays arabes et l'activation des échanges comme, par exemple, l'introduction du système Japonais d'éducation en Égypte<sup>21</sup>. En outre, la place des échanges au niveau des citoyens, à travers la culture et le sport qui, jusqu'à ce jour, ne cessent de se développer.

## **B. Le Maghreb comme partie du continent africain**

Situé au nord du continent, le Maghreb est aussi en relation avec le Japon, à travers la politique africaine de celui-ci. Initiée par le Japon en 1993, peu après la fin de la Guerre froide, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD) est devenue l'élément central de cette politique africaine<sup>22</sup>. Pour soutenir la croissance économique de l'Afrique, le Japon a entrepris d'œuvrer dans ce cadre, pour le développement des infrastructures, la formation et le transfert de technologies dans le continent. La TICAD I a eu lieu à Tokyo en octobre 1993, avec la coopération des Nations unies et de la Coalition mondiale pour l'Afrique. La première TICAD a attiré des participants issus de 48 pays africains, dont cinq chefs d'État. La déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique adoptée à cette occasion, a placé l'Afrique et son développement au centre de l'agenda international. La TICAD II (1998) s'est tenue sous le signe de « réduire la pauvreté grâce à une croissance économique accélérée et à un développement durable ainsi qu'au moyen de l'intégration efficace des économies africaines dans l'économie mondiale ». Puis, ont suivi les TICAD III (2003), TICAD IV (2008) ; TICAD V (2013) ; TICAD VI (2016) : cette dernière conférence s'est tenue pour la première fois en Afrique, les 27 et 28 août 2016, à Nairobi. L'organisation de la TICAD pour la première fois en Afrique, marque une accélération et un approfondissement du rapport de l'archipel au continent. Devant accueillir une quarantaine de dirigeants du continent, la TICAD VI a été marquée par une forte présence du secteur privé japonais (quelques 200 entreprises) et un nombre important d'événements à caractère économique, parmi lesquels un salon des entreprises japonaises. Parallèlement, 73 memoranda

20. Avec des séquences tragiques, comme l'exécution de deux Japonais, début 2015, par l'"Etat islamique", installé en Syrie et en Irak, et des Japonais tués dans l'attaque terroriste du Musée du Bardo, à Tunis en mars 2015. Le gouvernement japonais a informé qu'il vérifiait une nouvelle vidéo postée sur Internet annonçant l'exécution d'un des deux ressortissants nippons, otages du groupe "Etat islamique" (EI). Voir 23 Allain Jules Tokyo examine une vidéo de décapitation des otages japonais Posted on Jan 24, 2015 @ 23: www.les7duquebec.com/.../etat-islamique-tokyo-examine-une-video-de-decapitation-...Dernière visite le 8 avril 2019.

21. Cette dimension est considérée comme l'un des piliers de la politique japonaise au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ainsi, dans le cadre de « Egypt-Japan Education Partnership (EJEP) », selon le premier ministre Abe, dans le discours au Caire en janvier 2015) ( En outre, ne peut négligée la place des échanges au niveau des citoyens, à travers la culture et le sport (le judo et le karaté) qui ne cessent de se développer.

22. Histoire et portée de la TICAD | Actualités | JICA [https://www.jica.go.jp/french/news/focus\\_on/ticad\\_v/articles/article01.html](https://www.jica.go.jp/french/news/focus_on/ticad_v/articles/article01.html)  
Voir aussi Le TICAD, un modèle de coopération gagnant-gagnant avec le Japon ? <https://telquel.ma/.../le-ticad-un-modele-de-cooperation-gagnant-gagnant-avec-le-japo...> 27 décembre 2018

d'entente ont été signés entre Etats et entreprises. Ainsi, la TICAD est devenue, en fin de compte, un outil de promotion du secteur privé comme acteur de développement<sup>23</sup>.

Ce faisant, le Japon a été l'un des acteurs clés du soutien au développement économique de l'Afrique, à un moment où les Occidentaux, à la fin de la Guerre froide, s'en détournent et paraissent davantage préoccupés par les destinées des pays de l'Est, et où l'Afrique et son développement étaient relégués au second plan de la vie internationale par nombre de pays, et à un moment de lassitude des donateurs. Au début, l'engagement dans un partenariat de type nouveau avec l'Afrique était passé presque inaperçu. Tokyo a, en effet, été longtemps en retrait en Afrique par rapport à d'autres puissances industrielles. Lorsqu'il était question d'investissement en Afrique, le nom du Japon était d'ailleurs rarement évoqué. Pourtant, le Japon est devenu un partenaire de premier ordre, investissant des millions de dollars dans le continent au cours des 25 dernières années, à travers les initiatives menées suite aux différentes TICAD. Dès le début, ses actions se concentrent autour de trois domaines prioritaires : encourager la croissance économique ; assurer la « sécurité humaine » et la consolidation de la paix ; traiter des questions de l'environnement et du changement climatique. Les deux principes promus par les TICAD sont l'appropriation, par l'Afrique, et le partenariat international. Aujourd'hui, l'Afrique représente 28 % de l'aide financière non remboursable, 15 % de la coopération technique et 4 % des prêts concessionnels consentis par le Japon. Parmi les 2 500 volontaires japonais dans le monde, plus de 800 se trouvent en Afrique et la plupart d'entre eux apprennent les langues locales afin d'effectuer leur mission au mieux.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale aux années 80, les liens avec le continent étaient devenus plus étroits : le ministère des Affaires étrangères japonais se dote d'une division Afrique en 1961. Les premières entreprises japonaises à s'installer sur le continent sont des maisons de commerce dont certaines y étaient déjà présentes avant la Seconde Guerre mondiale. La présence japonaise va s'accroître avec la transformation de l'économie japonaise dans les années 70, passant d'un modèle d'industrie lourde à un modèle axé sur les technologies de pointe, les besoins en certains minerais poussant des entreprises japonaises à s'installer sur le continent, en particulier en Afrique du Sud.

Le Japon importe de l'Afrique 77,8 % de ses besoins en rhodium, 71,8 % de platine, 58,4 % de palladium, 47,4 % de chrome, 46,1 % de manganèse. L'intérêt pour les matières premières africaines dans la structure des échanges est manifeste, puisque dans les importations pour les années 2013, 2014 et 2015, pétrole et combustibles, minéraux solides (42,3 %) métaux et pierres précieuses (19,4 %), minerais (7,3 %), produits de la mer (3,4 %), occupent une place de choix... Comme la plupart

---

23. Lors de la Ticad VI, à Nairobi, l'ouverture des débats par le Premier ministre, en présence de 32 chefs d'Etat africains, des Secrétaires généraux de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). A cette occasion, l'engagement du Japon en Afrique a été renouvelé, en présentant des mesures visant à assurer la qualité, la résilience, la stabilité du développement à travers le continent, selon les priorités définies pour les années à venir. Son discours défendait le droit de l'Afrique à disposer d'un fauteuil de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Ce faisant, il militait pour que son pays siège au sein de l'instance suprême onusienne. Les montants promis par le Japon jusqu'à l'échéance de la tenue de la Ticad VII étaient estimés à 10 milliards de dollars, avec le soutien de la Banque Africaine de Développement, dans le développement d'infrastructures, notamment dans le secteur énergétique. L'initiative ABE (African Business Education Initiative for Youth), destinée à la formation des ressources humaines du continent accorde une place centrale à l'encadrement intermédiaire, avec l'objectif de former 30000 personnes pour les deux ans à venir. Le Japon s'engage, aussi, à former 20000 spécialistes de la santé pour faire face aux maladies infectieuses, à mettre en place un fonds de 500 millions de dollars pour renforcer les systèmes de santé en Afrique, avec le soutien de la Banque mondiale. Il se proposait d'étendre la couverture de santé universelle (CSU) à travers le continent. A été aussi annoncée la création d'un forum économique public-privé nippo-africain. Le secteur privé japonais était appelé à y contribuer à hauteur de 20 milliards de dollars supplémentaires. Le Japon se proposait d'investir en Afrique 30 milliards de dollars et former 10 millions d'Africains dans plusieurs pays du continent. Souhait japonais : dans le cadre de l'initiative ABE qui a débuté en 2015, les futurs leaders d'affaires sont partis étudier au Japon et le nouveau cadre de « KOUSEN » (système d'enseignement supérieur spécialisé dans la promotion d'ingénieurs) proposé à la TICAD VI introduit aussi pour former les futurs directeurs d'usine industrielle.

des partenaires commerciaux de l'Afrique, le Japon importe des produits peu ou pas transformés et vend des produits manufacturés, principalement des véhicules, des machines et des bateaux. La concentration est forte pour les importations japonaises, trois pays en représentent plus de 70 % (Afrique du Sud 42,8 %, Nigeria 24,5 %, Algérie 8 %) <sup>24</sup>. Seulement 2,2 % de l'aide au développement japonaise est destinée au continent africain en 1970, sa part atteint 15,3 % en 1989. En 2016, l'Afrique représente 28 % des dons, 15 % de la coopération technique et 4 % des prêts concessionnels. Elle accueille, aussi, près d'un tiers des 2500 volontaires japonais chargés des programmes d'aide.

La coopération avec l'Afrique compte, aujourd'hui, parmi les piliers de l'action extérieure japonaise. L'Afrique apparaît comme la nouvelle frontière du commerce extérieur japonais. Il s'agit d'un investissement à long terme, animé par des considérations de développement. L'important pour le Japon est d'être présent dans une zone en croissance, et l'archipel dépend, pour une part, de ses besoins en matières premières. L'expérience japonaise séduit les pays africains, comme puissance mondiale participant au développement et à la sécurisation d'un continent en devenir, notamment à la sécurisation de la route maritime passant à l'Est du continent africain. En échange, l'appui des États africains se présente comme important au regard de la patiente quête japonaise d'un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU ou pour le soutien de la candidature de Japonais à la responsabilité d'institutions internationales. Le Japon entend rivaliser avec la Chine sur le continent, en mettant à profit le processus qu'il a engagé depuis plus de deux décennies. Il cherche du côté de l'Afrique son appui pour faire voter des sanctions contre la Corée du Nord.

Les chocs des attaques terroristes ayant atteint leurs nationaux ont obligé les responsables japonais à intégrer une dimension militaire, notamment via Djibouti et l'impératif de la lutte antiterroriste dans ses dialogues africains. Pour ce faire, le Japon a commencé par fournir une aide financière consistante <sup>25</sup>, permettant, ainsi, la construction d'un dialogue avec la région du Sahel à différents niveaux. Les partenariats diplomatiques, combinés avec l'aide au développement, tendent à se transformer en véritable relation stratégique <sup>26</sup>.

Les questions de sécurité constituent un frein à l'envoi d'expatriés japonais, et limitent la capacité de projeter sur le terrain des compétences nationales. D'un autre côté, le faible intérêt des médias japonais pour l'Afrique, et la dépendance de l'archipel d'une information produite par d'autres, la dispersion de l'expertise existante au Japon, le lien insuffisant des acteurs de la coopération japonaise avec le terrain <sup>27</sup>. Ces éléments constituent autant d'éléments d'inhibition du volontarisme japonais en Afrique. Sans oublier le déficit de connaissance de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et, plus généralement, un déficit de connaissance de pays francophones.

Ainsi, la relation africaine du Japon avec le Maghreb constitue une autre articulation majeure du Maghreb sur la projection japonaise, alors même que plusieurs éléments semblent obstruer son élan

24. Les chiffres précédents, qui peuvent varier tant à la hausse qu'à la baisse au fil des ans, proviennent des douanes japonaises et sont disponibles dans la documentation du JETRO Voir, Japan-Africa Economic Relations, 2016.

25. Un milliard de dollars pour une période de cinq ans, en faveur du développement et de la stabilité de la région du Sahel, et une aide pour le développement des ressources humaines accordée pour la formation de 2000 responsables chargés de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme,

26. Le Japon, un modèle de coopération avec l'Afrique ? - Le Monde  
<https://www.lemonde.fr> › Afrique 11 août 2016

27. tels le JETRO, les ministères de l'Economie et des Affaires étrangères, principalement les économistes des universités ou des chercheurs de think tanks. Cependant, le Japon ne part pas de zéro sur ce terrain. Voir, par exemple, Mitsuo Ichikawa : Anthropologies japonaises en Afrique ; Japanese Anthropological Research on Africa – Jstor, <https://www.jstor.org/stable/524629>



vers le continent noir francophone.

## 2. Le développement des relations nippo-maghrébines

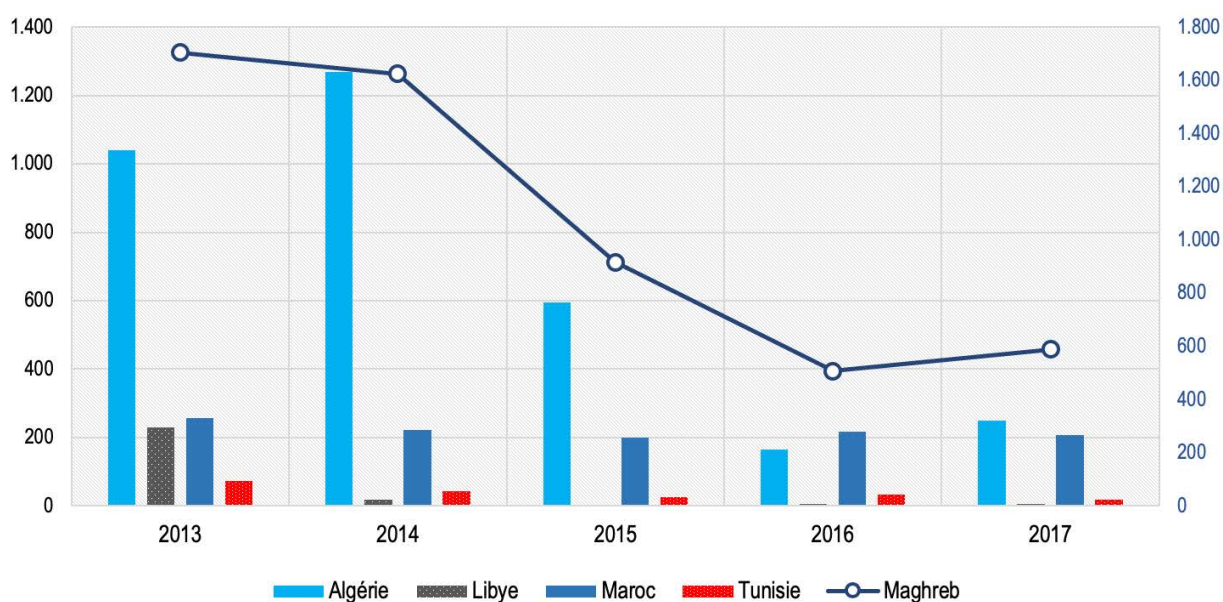
Une vue globale sur les échanges commerciaux entre les pays du Maghreb, vus comme ensemble, et le Japon, en millions de dollars (2013-2017), permet de noter une baisse notable des échanges entre le Japon et l'ensemble du Maghreb au cours des dernières années. Un affaiblissement progressif semble s'être affirmé. On observe une convergence des tendances à la baisse entre le Maroc et l'Algérie sur cinq ans, une certaine modestie des échanges commerciaux avec la Tunisie, malgré nombre d'actions qualitatives et l'effacement de la Libye.

Ces tendances peuvent s'expliquer par la rivalité d'autres puissances, comme la Chine, l'Inde et la Corée du Sud, puissances autrement plus actives. Les mutations de l'économie mondiale, les efforts des Japonais pour relancer le parcours de puissance de leur pays et les tentatives d'adaptation ne semblent pas avoir mis le Maghreb au centre des préoccupations du Japon. De plus, les perspectives de développement de ces relations semblent faibles.

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
Algérie	1 039	1 002	1 268	904	596	579	164	476	249	438
Libye	229	527	18	304	2	140	5	149	5	90
Maroc	257	322	222	346	200	286	218	30	206	459
Tunisie	73	293	43	270	26	229	32	400	19	214
Maghreb	1 703	2 180	1 623	1 863	916	1 254	506	244	588	1 227

Source : calculs de l'auteur, CNUCED-2018

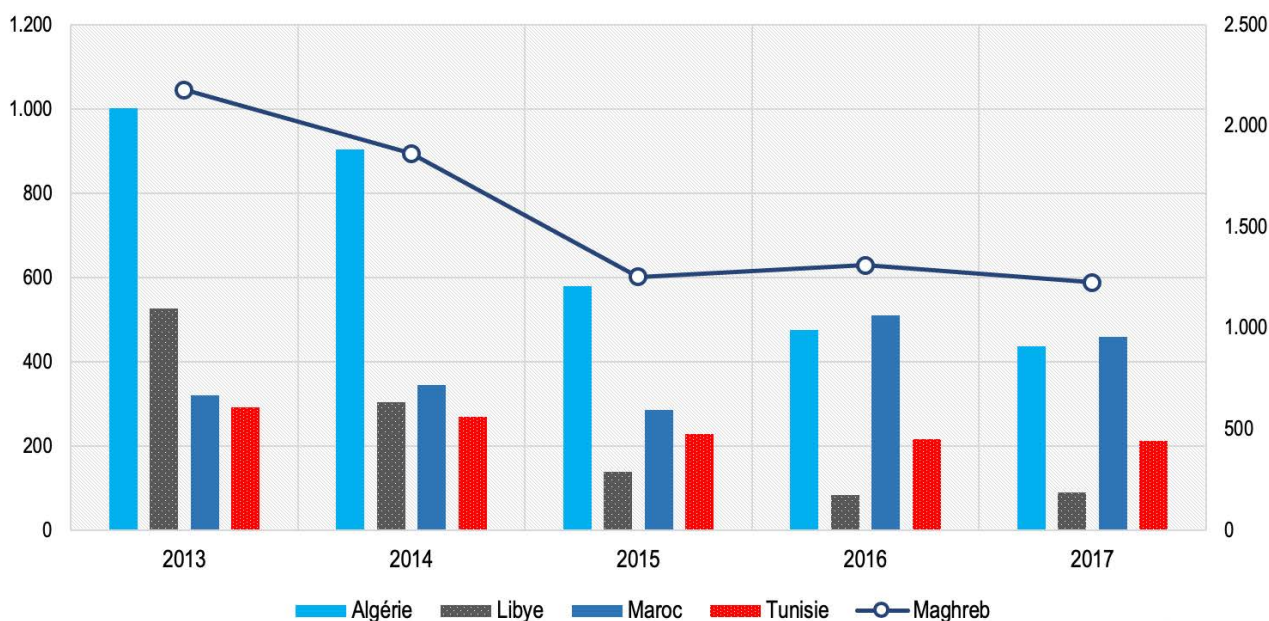
### Exportations vers le Japon en millions \$



Source : calculs de l'auteur, CNUCED-2018



### Importations du Japon en millions \$



Source : calculs de l'auteur, CNUCED-2018

La balance commerciale des pays du Maghreb avec le Japon fait apparaître les courbes en termes d'import et d'export en millions de dollars (2013-2017) et attestent des tendances à la baisse signalées précédemment.

	2013	2014	2015	2016	2017
Algérie	36	364	16	-313	-188
Libye	-298	-286	-137	-78	-85
Maroc	-64	-124	-86	-293	-253
Tunisie	-220	-227	-202	-185	-195
Maghreb	-476	-240	-338	-804	-638

Source : calculs de l'auteur, CNUCED-2018

Les parts du Japon dans le total des échanges commerciaux des pays du Maghreb (%), ainsi que les parts du Maghreb dans les échanges commerciaux du Japon confirment les mêmes observations.

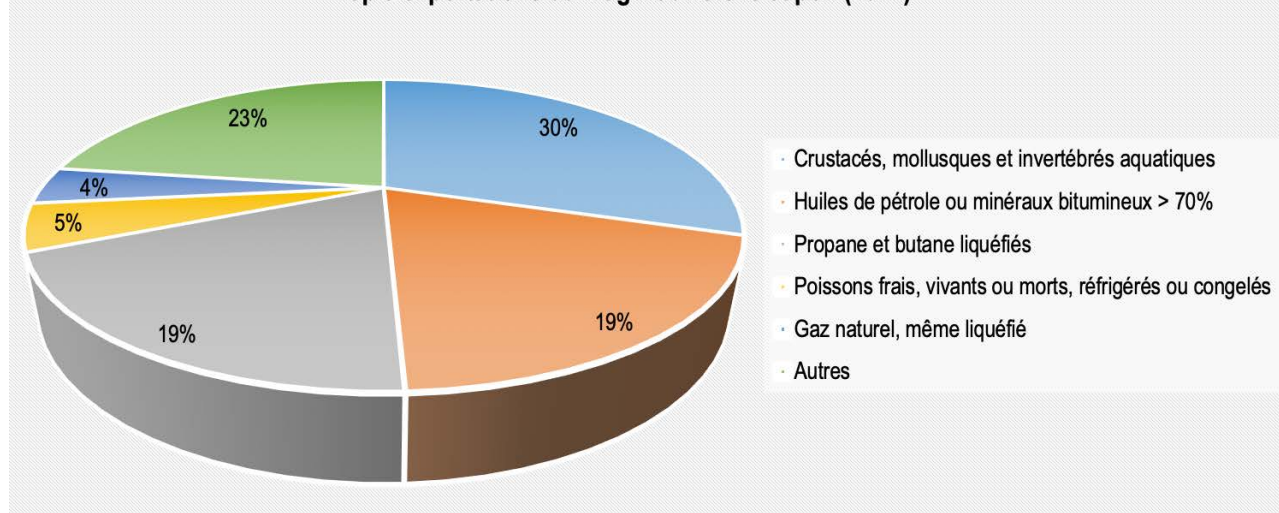
### Parts du Japon dans le total des échanges commerciaux des pays du Maghreb (%)

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
Algérie	1,57%	1,83%	2,10%	1,54%	1,71%	1,12%	0,55%	1,01%	0,71%	0,95%
Libye	0,53%	1,95%	0,09%	1,60%	0,02%	1,07%	0,08%	0,78%	0,03%	0,77%
Maroc	1,17%	0,71%	0,93%	0,75%	0,91%	0,76%	0,95%	1,23%	0,81%	1,02%
Tunisie	0,43%	1,21%	0,26%	1,09%	0,19%	1,13%	0,24%	1,12%	0,13%	1,03%
Maghreb	1,13%	1,41%	1,31%	1,23%	1,11%	1,01%	0,69%	1,08%	0,64%	0,98%

Source : calculs de l'auteur, CNUCED-2018

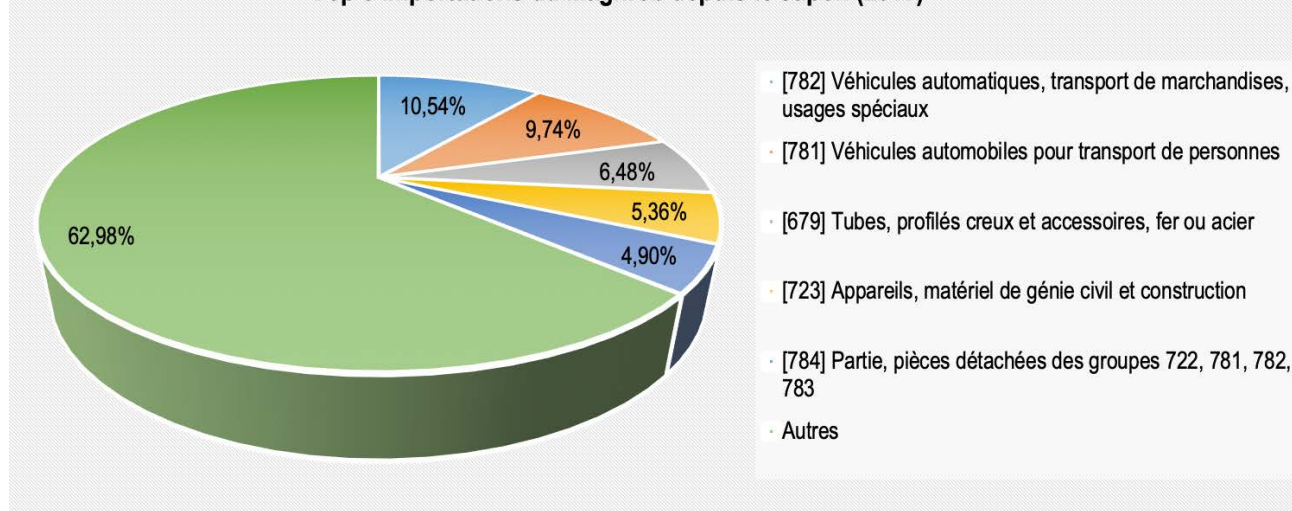
	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations (millions \$)	150 986,55	124 103,06	82 568,15	73 826,20	91 961,19
Part des exportations vers le Japon	1,13%	1,31%	1,11%	0,69%	0,64%
Importations (millions \$)	154 406,74	151 249,46	124 519,24	120 874,05	125 639,04
Part des importations depuis le Japon	1,41%	1,23%	1,01%	1,08%	0,98%
Commerce bilatéral (millions \$)	305 393,29	275 352,53	207 087,39	194 700,26	217 600,24
Part du commerce avec le Japon	1,27%	1,27%	1,05%	0,93%	0,83%

**Top 5 exportations du Maghreb vers le Japon (2017)**



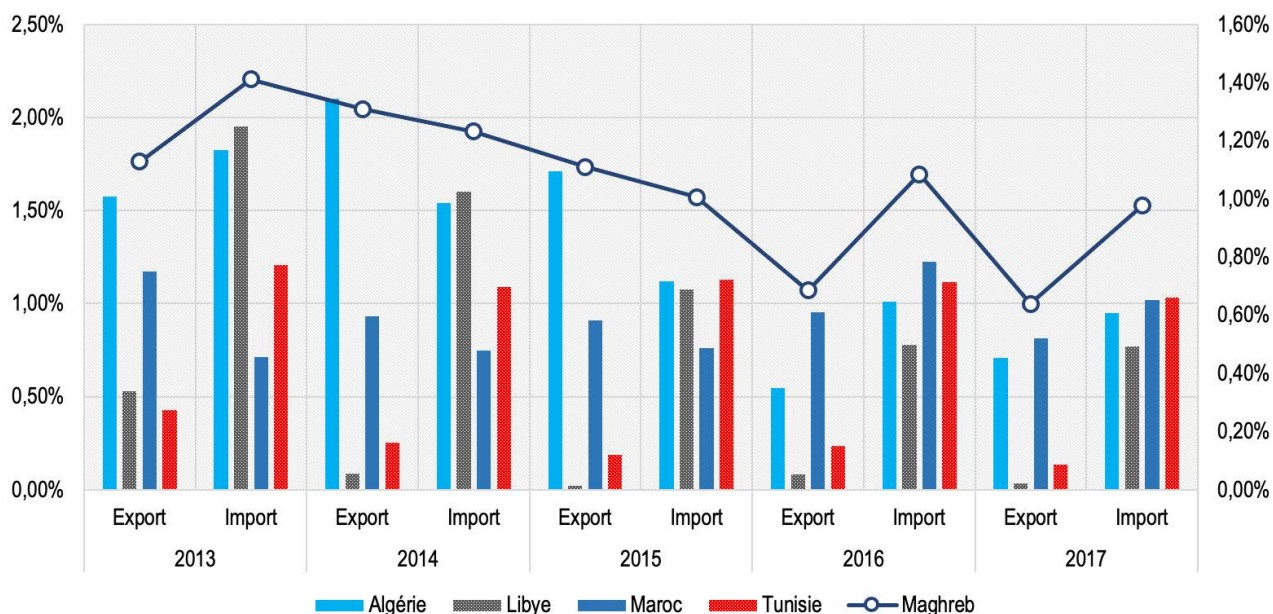
Près de 70% des exportations des pays du Maghreb vers le Japon sont constitués par les huiles, le pétrole et le gaz, le reste est constitué par des produits alimentaires, en particulier le poisson.

**Top 5 importations du Maghreb depuis le Japon (2017)**



Plus de 80% des importations du Japon sont constitués de véhicules et de leurs accessoires, le reste de matériel et d'appareils divers, en particulier de construction et de génie civil.

## Part du Japon dans les échanges maghrébins



Des appels aux gouvernements des pays du Maghreb à motiver et inciter les entreprises japonaises à augmenter leurs investissements, sont régulièrement lancés. Les déclarations officielles reviennent souvent sur le fait que “des sociétés japonaises ont la volonté de venir au Maghreb », et qu’il faut leur donner plus d’impulsion”, en prenant les mesures nécessaires pour la création de “free zones” à même de susciter une meilleure attractivité économique. D’importantes fluctuations des échanges sont à relever selon les ans. Mais, les chiffres semblent plutôt froids. Apparemment, aucune dialectique significative ne semble animer ces échanges. La démarche japonaise d’aide au développement ne pose pas les pays maghrébins comme des cibles prioritaires. Le Japon a principalement utilisé des prêts en Yen et l’assistance technique, aussi bien que d’autres modalités d’aide, comme l’aide de don. En raison des agrégats économiques relativement élevés des pays du Maghreb, à savoir le revenu national brut par habitant, selon les grilles du gouvernement japonais, ils constituent ou s’approchent des statuts des pays à revenu moyen ou supérieur: le Maroc et la Tunisie, au Maghreb, comme la Jordanie et l’Egypte, au Machrek, pays que l’archipel aide depuis plus de deux décennies, sont aujourd’hui identifiés comme des partenaires à part entière dans la coopération Sud-Sud, à même d’aider, à leur tour, d’autres pays.

Insistant sur l’importance de la valeur, traditionnellement partagée par les pays du Maghreb et du Machrek et le Japon, à savoir celle du juste milieu, de la modération, le Premier ministre japonais a annoncé une aide d’environ 200 millions de dollars pour la lutte contre “Daesh”, et pour l’assistance aux réfugiés<sup>28</sup>. A cette fin, pour contribuer à consolider les sociétés de ces pays, afin qu’elles n’enfantent pas de l’extrémisme, le Japon a consacré une enveloppe complémentaire de 15,5 millions de dollars pour la mise en place de mesures antiterroristes facilitant le développement des capacités des pays de la région<sup>29</sup>. Le Chef du gouvernement japonais avait annoncé devant l’Assemblée générale des Nations unies, que son pays allait déployer davantage d’efforts pour la stabilité de la région, avec une aide financière d’une valeur de 810 millions de dollars pour des réfugiés et des déplacés internes en Syrie et en Irak, soit le triple de la somme accordée l’année précédente. Plusieurs démarches japonaises vont dans le même sens.

28. La politique japonaise en matière de sécurité [https://www.fr.emb-japan.go.jp/major\\_policies/security/index.html](https://www.fr.emb-japan.go.jp/major_policies/security/index.html)

29. ibid

Les relations entre le Japon et le Maghreb ne sauraient, cependant, être réduites aux échanges commerciaux. Elles englobent le vaste champ de l'aide au développement et des éléments d'interaction culturelle. Des auteurs japonais ont dressé une vue panoramique de la réception culturelle du Maghreb au Japon. La présence de celui-ci y est manifeste. Le choc de la guerre d'Algérie et, auparavant, les péripéties des mouvements de libération nationale dans l'ensemble de l'Afrique du Nord, avaient provoqué l'engagement politique de nombreux intellectuels japonais, notamment francophones, qui en ont traduit plusieurs expressions. A l'égard de la situation postcoloniale, la littérature maghrébine a rencontré au Japon une réception inattendue. L'afro-asiatisme et le tiers-mondisme avaient également mobilisé des écrivains de gauche au sein d'échanges littéraires avec des auteurs afro-asiatiques, dont des Maghrébins. Les rencontres des intellectuels et chercheurs des pays du Moyen-Orient et du Maghreb se sont multipliées dans le dessein de rendre plus significative la compréhension interculturelle et inter-religieuse<sup>30</sup>.

## II. Les échanges bilatéraux entre les pays du Maghreb et le Japon

Ce regard global porté sur les rapports entre l'archipel et le Maghreb, s'éclaire davantage lorsqu'on le complète par l'examen des relations bilatérales entre le Japon et chacun des pays maghrébins, en étudiant, aussi bien les échanges économiques que les dimensions politiques et culturelles.

### 1. Les relations entre le Japon et le Maroc

Le développement des relations entre le Maroc et le Japon semble constamment nourri par une volonté politique certaine de renforcer les relations bilatérales<sup>31</sup>. La coopération économique occupe une place de choix dans ces relations. Comme montré lors de la visite d'État au Japon, effectuée par le souverain marocain en novembre 2005, outre les bonnes relations existant entre la famille royale et la famille impériale, le Maroc et le Japon ont développé et entretenu des rapports substantiels dans divers domaines. Depuis 2009, des réunions de la Commission mixte maroco-japonaise sont organisées de manière régulière et alternative au Japon et au Maroc<sup>32</sup>, au cours desquelles les différents points de vue sur les sujets, tels que les relations bilatérales, en général, la situation dans les régions du Moyen-Orient et de l'Asie sont échangés. Ces réunions institutionnelles sont renforcées par des échanges de visites significatifs : citons, à cet égard, la visite du ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération, en mars 2012 et en juin 2013, la participation du même responsable à Yokohama à la TICAD V et sa rencontre, à cette occasion, avec le ministre japonais des Affaires étrangères. Le 7 mars

30. Satoshi Udo Contextes historiques de traduction et d'interprétation1 From: Expressions maghrébines Volume 15, Numéro 1, été 2016 pp. 187-197 | 10.1353/exp.2016.

Présence maghrébine au Japon : Contextes historiques de traduction et d'interprétation. Satoshi Udo. Expressions maghrébines, Volume 15, Numéro 1, été 2016, pp. 187-197. 2019 00:49 GMT) <https://doi.org/10.1353/exp.2016.0011>.

Un auteur coréen de langue japonaise, Seok-beom Kim, établit un parallélisme entre la Corée et l'Algérie coloniales, particulièrement au sujet du monolinguisme de l'autre et, d'autre part, quelques écrivains rapatriés des anciennes colonies impériales s'identifièrent à « l'étranger » d'Albert Camus (1).

31. Le 30 août 2017, le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et le président de l'Association d'amitié parlementaire Japon-Maroc, Hirofumi Nakasone ont relevé le bon état des relations maroco-japonaises, qualifiées d'"exceptionnelles" dans plusieurs domaines. Selon le ministre marocain, l'objectif est d'avoir des relations stratégiques exemplaires, au niveau bilatéral et pour davantage de collaboration aux niveaux africain et arabe, eu égard à la forte présence des investisseurs japonais et la position du Maroc au sein de l'Afrique, notamment après le retour du royaume à l'Union africaine et l'accord de principe pour l'adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le responsable marocain a réitéré le soutien du Maroc au Japon concernant la relation tendue avec la Corée du Nord.

32. La première session en octobre 2009, à Tokyo, la deuxième session en mars 2011, à Rabat.



2014, le ministre délégué des Affaires étrangères du Japon s'est rendu au Maroc et a coprésidé, avec les ministres marocains compétents, la 3ème Commission mixte maroco-japonaise...

Au centre des relations maroco-japonaises, ressort avec force une volonté de coopérer à divers niveaux. Les préoccupations politiques et sécuritaires du Japon à l'égard de son environnement et ses acteurs se croisent avec celles du Maroc. Le Maroc est perçu comme un allié positif, de par sa position géostratégique à la croisée de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Amérique. Elles peuvent être contrariées, comme cela est arrivé à l'occasion de la question nationale marocaine. Ainsi, après une « empoignade survenue à Maputo », en août 2017, la délégation marocaine s'est retirée de la salle. Cependant, l'incident a donné lieu à une prise de position japonaise non favorable aux adversaires de l'intégration nationale des provinces du sud<sup>33</sup>. Les Marocains avaient arraché, à Nouakchott une décision tendant à soustraire la compétence du traitement du dossier du Sahara au Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, cet organe exécutif de l'Organisation panafricaine ayant constamment été sous influence algérienne depuis sa création au début des années 2000<sup>34</sup>. Les Marocains ont paru résolu à contenir leurs adversaires : «... les Marocains se sont exprimés en des termes forts à l'adresse des Japonais...en prévision du sommet de la TICAD, pour que les Japonais soient plus vigilants ». Aussi bien pour les Marocains que pour les Japonais, le sommet de 2019 était ainsi en ligne de mire<sup>35</sup>.

	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations (millions \$)	21 965,43	23 815,82	22 036,82	22 858,29	25 354,10
Part des exportations vers le Japon	1,17%	0,93%	0,91%	0,95%	0,81%
Importations (millions \$)	45 186,37	46 191,74	37 545,67	41 696,10	44 949,23
Part des importations depuis le Japon	0,71%	0,75%	0,76%	1,23%	1,02%
Commerce bilatéral (millions \$)	67 151,80	70 007,56	59 582,49	64 554,39	70 303,33
Part du commerce avec le Japon	0,86%	0,81%	0,82%	1,13%	0,95%

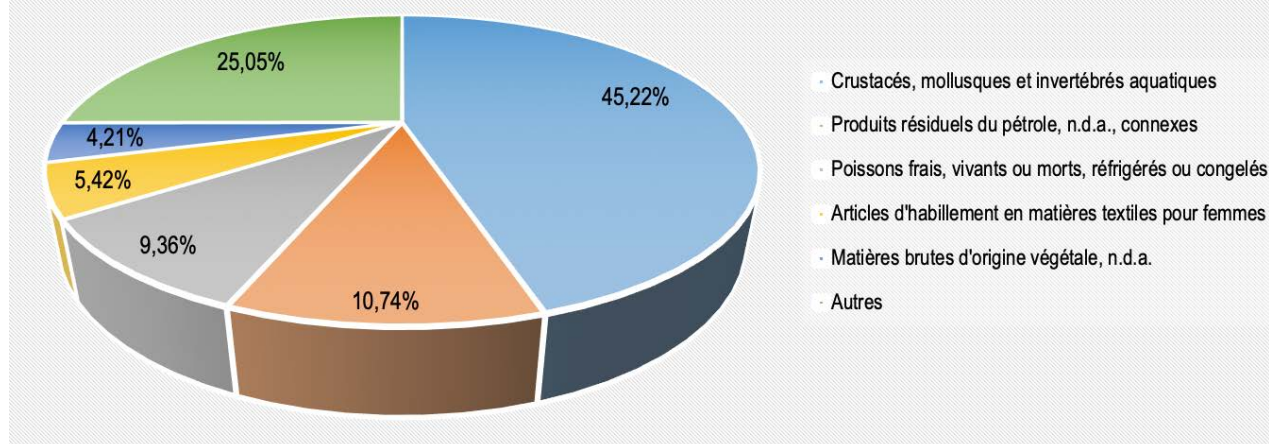
33. Le ministre japonais des Affaires étrangères, Taro Kono, a averti lors de la clôture d'une réunion ministérielle UA-Japon, dans le cadre de la TICAD : «Je voudrais annoncer que même si un groupe se revendique en tant qu'État, que le Japon ne reconnaît pas, est assis dans cette salle, cela n'enlève rien au fait que le Japon ne le reconnaît pas en tant qu'État, ni implicitement, ni explicitement ». Ainsi, le Japon s'excusait presque d'avoir accueilli «à son insu», des membres de la délégation sahraouie.

34. «... Ces décisions de l'UA ne lient en aucun cas les partenaires hôtes, libres d'inviter aux réunions qu'ils organisent les délégations de leur choix, conformément aux règles protocolaires. En 2017, par exemple, lors du sommet UA-UE, les Sahraouis ont bien participé au sommet, sauf que l'invitation est venue de l'UA. Tout autre est le cas de la réunion de la TICAD.... Les Japonais auraient été surpris de voir la délégation sahraouie prendre part à la réunion, parce qu'ils ne les auraient pas invités.

35. Le ministère marocain des Affaires étrangères a adopté un ton sévère à l'endroit des Japonais, coupables d'avoir toléré des «dérapages » lors de cette réunion ministérielle de la TICAD : «Toutes les actions menées par le Japon n'ont pas pu préserver le format consacré de la TICAD, ni être en phase avec la légalité internationale pour être en cohérence et faire respecter la position nationale du Japon concernant la question du Sahara marocain. Les autorités japonaises n'ont pas tenu compte de tous les engagements pris à l'égard du Maroc, notamment à l'occasion de la rencontre entre les deux ministres des Affaires étrangères à New York, en marge de la 73e session de l'AG de l'ONU. La délégation marocaine ne saurait tolérer l'hésitation dont a fait preuve le Japon, qui constitue un précédent avec les autres processus de partenariat menés par des pays partenaires soucieux de préserver la légalité internationale et leurs relations bilatérales avec le Maroc. En forte concurrence avec les Chinois en Afrique, il importait pour le Japon ne pas rater l'occasion d'accueillir 55 chefs d'État pour faire progresser leurs projets bilatéraux.

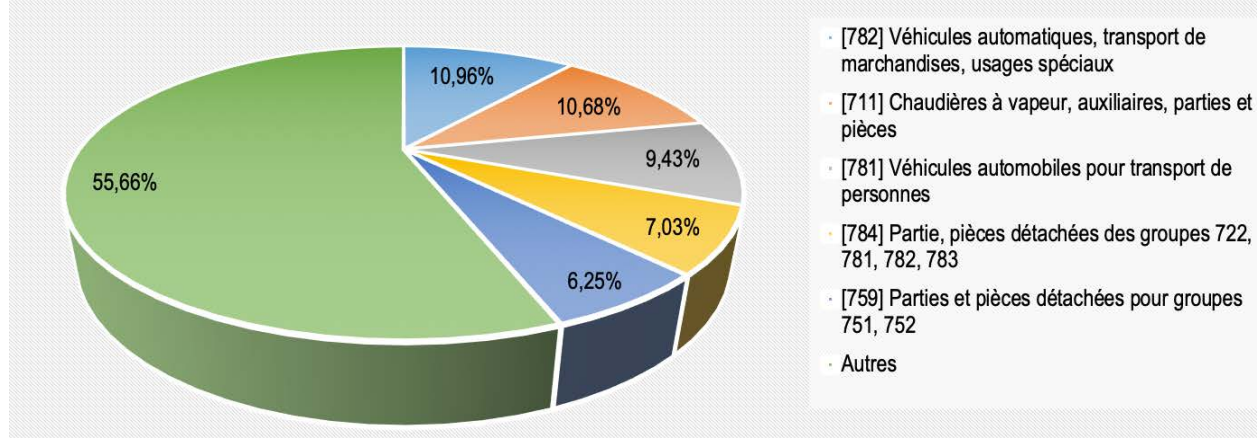
(35 bis) Ministre des Affaires étrangères du Japon, Pages d'accueil de l'ambassade du Japon au Maroc.

Top 5 exportations du Maroc vers le Japon (2017)



Il ressort de ces données que la balance est défavorable au Maroc sur les cinq dernières années. Du côté marocain, les produits agricoles occupent la place la plus importante, notamment des crustacés, mollusques et poissons produits de la mer. Dans le domaine des pêcheries, 25% du volume des importations japonaises en poulpes, et 14% de la consommation totale au Japon proviennent du Maroc. Un peu plus de 50% du montant des exportations marocaines vers le Japon sont représentés par les produits de la mer. 20% des phosphates importés par le Japon sont marocains. On note, par ailleurs, une percée du textile d'habillement, tandis que le Japon exporte principalement des véhicules à moteurs. Entre 2003 et 2004, le montant des exportations vers le Japon a chuté, suite à la diminution des ressources en poulpes au Maroc, mais s'est redressé progressivement. Le montant des importations du Japon vers le Maroc a montré une croissance jusqu'à 2008 et a commencé à chuter depuis 2009. Un peu plus de 50% du montant des exportations du Japon vers le Maroc sont représentés par les véhicules et les machines. Le nombre des touristes japonais au Maroc, qui a connu une diminution suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, mit quelque temps pour retrouver peu à peu le niveau antérieur. En 2010, le nombre des touristes japonais avait atteint le chiffre de 24 milles.

Top 5 importations du Maroc depuis le Japon (2017)



Forte de plusieurs décennies, la coopération nippone a aussi apporté au Royaume son expertise dans divers secteurs : BTP, formation, recherche, technologie, infrastructures routières, maintenance, social... Le montant global de l'aide japonaise accordée au Maroc s'élève à 185.300 milliards de yens, répartis en dons, prêts et aides à des projets locaux. Ainsi, le pays du Soleil Levant apparaît comme le second bailleur de fonds au Maroc, après la France. Le montant de l'aide japonaise destinée au Maroc entre 2006 et 2014 s'élève à quelques 116,2 milliards de yens. De 2007 à 2011, le montant total de l'aide pour les années 2008 et 2010, durant lesquelles il n'y a pas eu de prêts en yens octroyés, reste au niveau d'un milliard de yens, mais les autres années jusqu'à 2011, il tourne autour de 20 milliards de yens, 12 milliards en 2012, 10 milliards pour 2013, et rien en 2014, ce qui atteste une tendance à la baisse.

Les financements de l'APD japonaise au Maroc varient, d'une année à l'autre, entre 3 % et 12 %. Par rapport aux bailleurs bilatéraux entre 2006 et 2014, le Japon se positionne au troisième rang. Entre 2006 et 2014, le montant de l'APD au Maroc est en progression. Au cours des dernières années, la part de l'APD japonaise dans le montant total de l'APD au Maroc a tendance à baisser, en occupant toujours le troisième rang des bailleurs bilatéraux entre 2006 et 2014.

Un mémorandum d'entente entre l'Agence de Coopération internationale du Japon et l'Agence marocaine de Coopération internationale (AMCI) a été signé, en 2013, en marge du TICAD V, s'inscrivant dans la volonté affichée par le Japon, depuis 1998, de renforcer la coopération sud-sud et dans la politique marocaine de renforcement des relations avec l'Afrique<sup>36</sup>. Tout favorisait un renforcement de la coopération entre le Maroc et le Japon. Au moment de la crise vécue par le Japon, l'augmentation du volume de la coopération bilatérale a été quelque peu freinée<sup>37</sup>.

La question de la formation a constamment occupé une place de choix dans les relations nippon-marocaines. Concrètement, la coopération a souvent consisté en des cycles de formation dispensés par les administrations et agences marocaines, comme l'Office nationale d'Electricité (ONE), au profit des pays d'Afrique subsaharienne francophone. Dans le contexte de la recrudescence du terrorisme dans la sous-région, la JICA a proposé une formation des policiers des pays francophones d'Afrique subsaharienne, tels que le Niger, le Mali, le Burkina Faso. Cette formation a été dispensée par la police marocaine, à l'instar de ce qui a été fait par le PNUD et la JICA au Congo, afin de contribuer à la stabilisation régionale. Le Maroc a pu être, à son tour, bénéficiaire de formations dispensées dans les pays d'Asie du Sud-Est, comme Singapour, où il y a eu une formation sur la police de proximité, ou la Thaïlande et le Sri Lanka pour une formation en gestion de la qualité<sup>38</sup>.

Il convient de relever, par ailleurs, qu'une tendance japonaise à avancer vers une plus grande participation des entreprises privées japonaises au secteur des énergies renouvelables. Le Japon a, de longue date, envisagé d'investir dans le photovoltaïque dans le Sud du Maroc. Pour sa construction, le Japon a octroyé au Royaume un don de 7,4 millions de dollars (38bis). Le tremblement de terre de 2011 a empêché le pays de participer au projet de la Centrale d'Ouarzazate, mais ne l'a pas empêché de s'intéresser à un autre projet de même type sur le site d'Aïn Beni Mathar, au sud d'Oujda. Une

36. La JICA assure l'aspect administratif de ces formations et assume 70% du coût, les 30% restant étant financés par le Maroc. Une quinzaine de cours ont été organisés jusqu'à présent pour les pays de l'Afrique subsaharienne.

37. Suite à la crise mondiale et au contexte national japonais.

38. Le problème rencontré par la JICA dans ce nouveau mode de coopération a été le financement de la part marocaine des 30%.

coopération s'est développée dans ce sens avec la MASEN<sup>39</sup>. Parallèlement, dans le domaine des infrastructures, le Japon a convenu un soutien pour financer, par un prêt de la JBIC, le tronçon de route Beni-Mellal – Tenghir.

D'une manière générale, les orientations de la coopération japonaise avec le Maroc visent le renforcement de la compétitivité économique et la réalisation de la croissance économique durable (la création d'emplois, la promotion industrielle, le développement de l'infrastructure, la formation des ressources humaines..) ; la réduction des disparités régionales et sociales ; la volonté de développer la capacité des pays du Maghreb à transférer leurs acquis aux pays du sud.

Le gouvernement japonais s'efforce de situer son aide dans les domaines où les entreprises japonaises disposent d'un avantage comparatif et d'un savoir-faire, leur donnant des chances de remporter des marchés. La présence des entreprises japonaises dans le pays s'est renforcée au cours des dernières années : aujourd'hui, plusieurs représentants de grandes sociétés japonaises sont installés au Maroc, surtout des petites entreprises, en particulier dans le secteur des nouveaux métiers du Maroc, comme les câbles électriques.

La présence industrielle japonaise au Maroc, plutôt discrète, se déploie dans les secteurs de pointe et le gros de la production est destiné à l'export<sup>40</sup>. Les récits de réussite de l'industrie japonaise au Maroc sont nombreux. Depuis l'année 2000, une douzaine d'entreprises ont directement ou indirectement investi dans l'industrie, le trading, le textile, la pêche, les NTI, les BTP, l'énergie... En peu d'années, ces unités ont pu créer près de 30.000 emplois directs, et presque autant dans leur écosystème respectif. Aujourd'hui, elles envisagent de passer à la vitesse supérieure, à savoir produire à plein régime avec des plans d'investissement avec des extensions de sites, de nouvelles créations d'emploi. Contrairement aux investissements classiques au Maroc, surtout européens, les industriels japonais ont leur propre culture d'entreprise, leurs codes sociaux, leurs processus de production<sup>41</sup>.

Le modèle japonais est perçu comme participatif, adaptatif et réactif, avec une présence significative de la ressource humaine. Il ne repose pas, comme le fait véhiculer une image dominante, sur une robotisation excessive, et sur de fameuses usines high-tech et sans hommes, mais sur un type de management fondé sur la collaboration et l'entente. En même temps, le business modèle japonais basé sur la rigueur, la discipline et le respect de la hiérarchie, la culture managériale japonaise dans

---

39. Cette unité de production d'électricité à partir de cellules photovoltaïques devait avoir une puissance de 1 mégawatt, et profiter à plus de 5.000 foyers, édifiée à Assa-Zag. Pour finaliser les études de faisabilité, le Japon a envoyé des experts et a également pris en charge la formation des cadres et techniciens de cette installation. Voir [www.romandie.com](http://www.romandie.com) WMC actualités Publié dans WMC actualités le 02 - 02 – 2010

40. Le 77ème bureau de l'Agence japonaise pour le commerce extérieur a été inauguré en décembre 2014. Ce bureau de la JETRO devait permettre aux deux pays de profiter du potentiel de chacun, notamment en matière d'investissement et de relations d'affaires. Les relations entre les deux pays ont été renforcées via un mémorandum d'entente signé entre le JETRO, l'Agence marocaine des investissements et Maroc Export. Lorsque le Japon avait ouvert une antenne de l'Agence japonaise pour le commerce extérieur à Rabat, il était le premier du genre dans la région du Maghreb et la sixième en Afrique, après Johannesburg, le Caire, Lagos, Nairobi et Abidjan. Cette initiative est significative concernant les projets japonais au Maroc. Au cours des dix dernières années, le nombre des sociétés japonaises installées au Maroc s'est multiplié par 4, pour atteindre 53 entreprises en 2017. Parmi les sociétés japonaises ayant installé leurs usines au Maroc citons : dans le domaine des harnais de câblage pour voitures : Sumitomo Wiring Systems Ltd ; Yazaki Corporation, Fujikura ; pour les pièces détachées pour voitures : Takata dans la fabrication des ceintures de sécurité, Denso dans la fabrication de climatiseurs ; YKK dans la production de fermetures à glissière pour habillement ; ... Parmi les sociétés japonaises ayant un bureau de représentation au Maroc : Mitsubishi Corporation, Itochu Corporation, Sumitomo Corporation (représentation supervisée par le bureau d'Alger), Mitsui Corporation, Sojitz Corporation, Taichi Holdings, Makita, NEC, Fujitsu, Canon, Fuji Film, etc...

41. Il est important de noter que les relations qu'entretiennent les deux pays ont un caractère historique. Voir L'Economiste, Ces Japonais qui investissent le Maroc, Edition N°:2405 Le 21/11/2006.



son ensemble, séduisent et sont donnés en exemple dans le monde des affaires du royaume<sup>42</sup>.

Le Japon est le 26ème partenaire extérieur du Maroc, avec seulement 1% du total des transactions extérieures du Royaume. Les relations maroco japonaises se sont accrues de 3%. La croissance économique et la stabilité politique du royaume, en faisant un partenaire de choix, le Japon semble miser sur le Maroc pour sa démarche vis-à-vis du continent africain. De leur côté, les autorités marocaines parient sur le renforcement des relations entre les deux pays en matière d'investissement et de l'économie numérique. Le volume des échanges semble appelé à croître davantage. Le regain d'intérêt pour le Maroc est illustré par les nombreuses visites d'hommes d'affaires, de patrons et d'institutionnels japonais<sup>43</sup>.

Le Japon apporte au Maroc des dons depuis 1979, dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, du développement rural, de l'aménagement, de l'entretien des routes, de la santé maternelle et infantile, en plus des dons «hors projets» et les dons aux micro-projets locaux pouvant contribuer à la sécurité humaine. Le Japon apporte, aussi, et depuis 1976, un soutien sous forme de prêts dans les domaines des infrastructures urbaines et rurales, de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement, de l'éducation, etc. En matière de coopération technique, le bilan met en œuvre l'accueil de stagiaires, l'envoi d'experts et de volontaires de la JICA, des projets de coopération technique, et des formations en pays tiers.

La politique de la coopération du Japon destinée au Maroc a été évaluée comme pertinente, au regard des besoins essentiels et ponctuels de son développement, avec les politiques japonaises de développement et les enjeux internationaux importants, et elle est considérée comme élevée. Une évaluation de cette coopération a fait apparaître que les besoins croissants de ce pays, en termes de promotion de l'industrie, peut être évoqué comme l'un des enjeux de la phase à venir (43bis).

## 2. Les relations entre la Tunisie et le Japon

La Tunisie semble avoir aussi misé sur le Japon, et ce de longue date<sup>44</sup>. Politiquement, le Japon y a beaucoup investi<sup>45</sup>. La chancellerie tunisienne a été ouverte en 1977, et Habib Ben Yahia, devenu par la suite ministre des Affaires étrangères, a été le premier ambassadeur de Tunisie à Tokyo, posant les premiers jalons des relations entre les deux pays. Au cours de sa mission quasi fondatrice, Ben Yahia a tissé de solides liens au sein de la classe politique japonaise, notamment avec des membres

42. Ibid. Il a été observé que partout dans le monde, les Japonais mettent beaucoup de temps avant de se décider et investir dans un pays «Une fois décidés, nous sommes sûrs, fidèles à notre engagement et nous réalisons nos objectifs jusqu'au bout», confie à l'Economiste Okamatsu Sozaburo, ancien ministre japonais de l'Industrie et du Commerce et vice-président de l'Association d'amitié maroco-japonaise. Le Japon a adopté un principe ces dernières années qui consiste à mieux coller à la mondialisation : «la gestion et les investissements japonais s'adaptent en permanence et le mieux possible à la globalisation».

43. Ibid. Voir le tableau des visites officielles sur le site de l'ambassade du Japon au Maroc. Ainsi, les enjeux de ces prospections sont de taille: «Nous envisageons de transférer au Maroc une partie de nos entreprises implantées dans l'UE». (cf. [www.leconomiste.com](http://www.leconomiste.com))). Les chantiers des zones franches, Tanger-Med, le plan Azur ou encore l'outsourcing sont des initiatives qui ont séduit les patrons nippons lesquels voient à travers le Maroc un portail de l'Europe.

Ministère des Affaires étrangères du Japon), Pages d'accueil de l'Ambassade du Japon au Maroc et du Ministère des Affaires étrangères du Japon.

Voir « Evaluation extérieure et indépendante relative à l'année fiscale du ministère des Affaires étrangères du Japon ; Evaluation de l'aide publique du Japon par pays relative au Royaume du Maroc, mars 2007. Voir aussi le rapport d'évaluation par une tierce partie 2015. Ministère des Affaires étrangères du Japon. Evaluation de l'aide par pays relative au Maroc février 2016. NTC Ial Co Ltd.

44. Samy Ghorbal, Histoire d'une relation privilégiée <https://www.jeuneafrique.com/auteurs/s.ghorbal/page/16/04 février 2003 à 10h03>,

45. Le Japon semble considérer la Tunisie comme un allié arabe sérieux, susceptible d'exercer une influence au Maghreb et au Proche-Orient. Tunis a longtemps abrité le siège de l'OLP et celui de la Ligue arabe, en plus de ses relations avec l'Union européenne.

de proches de Takeo Fukuda, premier ministre de 1976 à 1978 et chef d'une tendance influente au sein du Parti Libéral Démocrate<sup>46</sup>. Depuis, les deux pays ont œuvré pour consolider et diversifier leurs relations qui ont continué à se développer, notamment sur le plan politique. Les rencontres entre responsables des deux pays ont été fréquentes. La visite de l'ancien président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali à Tokyo, en 1996, a donné une nouvelle dimension aux relations entre les deux pays<sup>47</sup>.

La Révolution tunisienne, prémices du "Printemps arabe", a été un évènement marquant dont la signification a été tôt saisie par le Japon<sup>48</sup>. Faisant le bilan de la période révolutionnaire, le Japon a considéré la transition démocratique tunisienne comme une réussite, estimant que « la révolution ... vécue par la Tunisie (...), a représenté un évènement marquant de l'histoire contemporaine », saluant les réformes réalisées avec une participation significative de la population.

Sur le plan international, la Tunisie et le Japon ont souligné la nécessité d'entreprendre des réformes structurelles des institutions des Nations unies, en particulier au niveau du Conseil de sécurité. A l'occasion de réunions communes, les responsables tunisiens et japonais<sup>49</sup> ont évoqué les défis auxquels l'ONU est désormais confrontée, en particulier sur le terrain de la sécurité et de la paix dans le monde, outre l'accroissement considérable du nombre des Etats membres depuis sa création en 1945<sup>50</sup>. Ainsi, la Tunisie a soutenu l'élection du Japon en qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>51</sup>. Le Japon s'est constamment montré préoccupé par les développements sur la scène politique libyenne et ses éventuelles répercussions sur la Tunisie<sup>52</sup>. La Tunisie aspirait à un plus grand appui de la part de son partenaire japonais, notamment au sein du groupe des sept les plus industrialisés, dont le Japon assurait la présidence en 2016.

Du point de vue économique, la Tunisie ne manque pas d'attraits pour le Japon. Depuis 1956, date de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et la Tunisie, les deux pays ont bâti une relation bilatérale de coopération consistante au moyen d'un flux important de conventions, de rencontres et d'échanges aux niveaux public et privé.

46. On souligne les relations d'amitié entre Ben Yahia et Shintaro Abe, ancien ministre des Affaires étrangères et homme politique influent. Les deux hommes ont été à l'origine de la fondation de la Ligue d'amitié parlementaire tuniso-japonaise. L'ancien Premier ministre Yoshiro Mori a présidé la Ligue à partir de 1991. Un autre chef du gouvernement, Junichiro Koizumi, lui aussi est issu du cercle Fukuda.

47. Voir aussi le message de M. Fumio KISHIDA, ministre japonais des Affaires étrangères à l'occasion de 60ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et la République tunisienne.

48. Recevant au Palais du Bardo une délégation du groupe d'amitié parlementaire Tunisie-Japon, le ministre des Affaires étrangères tunisien a souligné que des relations solides lient les deux pays depuis l'indépendance, saluant le soutien apporté par le Japon à la transition démocratique. Le président de la délégation parlementaire japonaise, Katsunori Tanaka, «La démocratie et le respect des droits de l'Homme sont des valeurs partagées par les deux pays», publié dans la Presse de Tunisie le 02 - 09 - 2016.

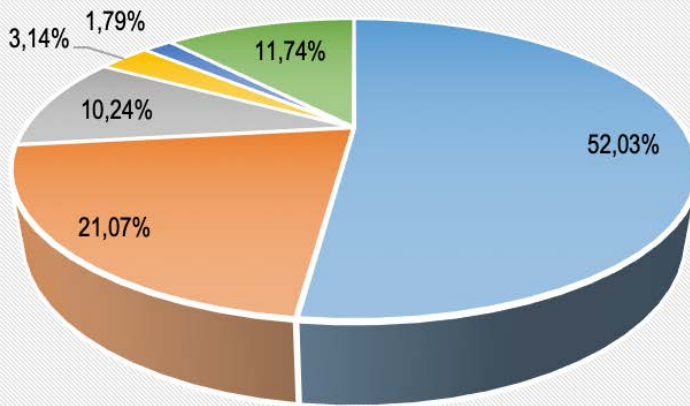
49. alors Mongi Hamdi, et l'ambassadeur nippon à Tunis, Juichi Takahara,

50. Tunisie-Japon: Jhinaoui souligne la volonté des deux parties. Actualités par African Manager - 02/09/2016.

51. Le Japon se déclare disposé à soutenir la Tunisie sur les plans économique et sécuritaire 17/02/2016 Direct Info Articles de Presse. La coopération tuniso-japonaise et les développements sur la scène régionale et internationale, notamment le dossier libyen, étaient au centre de l'entretien à Tunis, du ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui avec l'ambassadeur du Japon à Tunis, Susumu Hasegawa

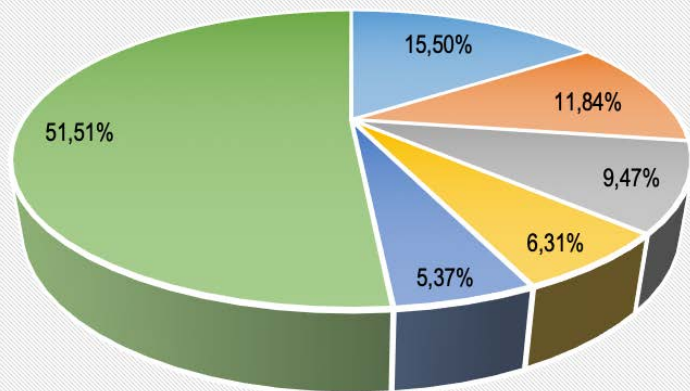
52. Khemaies Jhinaoui a notamment indiqué que la Tunisie privilégie une solution pacifique à la crise libyenne sous l'égide de l'ONU à travers la formation d'un gouvernement de coalition nationale à approuver par le Parlement libyen. Il a réitéré la position de la Tunisie favorable à la préservation de l'unité de la Libye et rejetant toute intervention militaire.

### Top 5 exportations de la Tunisie vers le Japon (2017)



- Machines et appareils électriques, n.d.a.
- Poissons frais, vivants ou morts, réfrigérés ou congelés
- Appareils pour circuits électriques
- Articles d'habillement en matières textiles pour hommes
- Préparations; céréales, féculés de fruit ou légume
- Autres

### Top 5 importations de la Tunisie depuis le Japon (2017)



- [781] Véhicules automobiles pour transport de personnes
- [782] Véhicules automatiques, transport de marchandises, usages spéciaux
- [772] Appareils pour circuits électriques
- [784] Partie, pièces détachées des groupes 722, 781, 782, 783
- [778] Machines et appareils électriques, n.d.a.
- Autres

Le secteur automobile occupe une place de choix dans les échanges entre les deux pays. Le constructeur automobile Isuzu, devenu, depuis, propriété de l'Américain General Motors ne s'y est pas trompé : ses pick-up montés en Tunisie depuis une vingtaine d'années ont devancé les Peugeot 404.

Des diagnostics de la coopération tuniso-japonaise ont été réalisés<sup>53</sup>. Depuis l'établissement, en 1977, de la JICA en Tunisie, Tunis a été classée deuxième dans la région du Moyen-Orient, après la Jordanie, avec 310 stagiaires envoyés au Japon, durant la période comprise entre 2001 et 2005. Le nombre de stagiaires tunisiens envoyés en formation au Japon par l'Agence s'est élevé, par la suite, à plus de 600 et n'a cessé d'augmenter depuis. Comme dans le cas du Maroc, la coopération technique

53. En ce qui concerne l'assistance technique, l'aide accumulée par JICA depuis son démarrage jusqu'à l'exercice fiscal 2006, s'élève à 19.3 milliards de yens. De 2002 à 2004 elle est passée de 900 millions de yens à 1,083 millions, mais a baissé durant 2005 à 931 millions et 834 millions pour 2006. Les principaux champs de coopération sont : le soutien au développement de l'industrie, la réduction de la disparité parmi les régions et la promotion de la coopération sud-sud. La coopération technique triangulaire a aussi été effectuée avec succès. En 1999, le Japon et la Tunisie ont signé « un Programme de Coopération Triangulaire Japon-Tunisie » par lequel les deux pays coopéreraient dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique pour promouvoir la coopération sud-sud.

japonaise s'appuie sur les compétences tunisiennes et organise de nombreux cycles de formation en direction des cadres des pays d'Afrique subsaharienne à Tunis. Par ailleurs, le Japon a financé et participé depuis cette date à la réalisation de plusieurs dizaines de projets de développement en Tunisie. La contribution du Japon ne se limitant pas à un apport financier et technique, s'illustre par le travail accompli depuis 1975 par les volontaires japonais, notamment en faveur du développement dans les différentes régions de la Tunisie<sup>54</sup>.

En une décennie, le Japon est devenu le deuxième partenaire financier de la Tunisie, derrière la France, au classement des créanciers bilatéraux de ce pays. Durant cette période, les épargnants japonais ont souscrit pour près de 1,4 milliard d'euros d'obligations libellées en yens par l'État tunisien. Ces emprunts obligataires, les « Samurai bond », ont été assortis de conditions de remboursement intéressantes pour les responsables tunisiens. Les taux d'intérêt nippons sont bas, et la « prime de risque », en cas de non-paiement, notamment, est quasi nulle. Ils ont permis au pays de financer à bas coût le développement des infrastructures civiles. Considérée comme trop riche pour bénéficier d'une aide bilatérale et multilatérale suffisante, la Tunisie doit lever des fonds sur les marchés internationaux privés des capitaux. En avril 2001, ces fonds ont pris la forme d'un emprunt obligataire<sup>55</sup>. Quant aux prêts en Yen, le total des engagements de l'exercice fiscal japonais 1996 à 2006 a été d'environ 134.1 milliards de yens. De tels prêts ont été accordés, chaque année, depuis 1996, et le montant de l'encours, égal au montant des versements totaux cumulés moins le montant total des remboursements, est équivalent à 430,32 millions de dollars durant cette période. Pour rappel, la coopération locale entre la Tunisie et la JICA, a valu environ deux milliards d'euros pour 42 projets, en quelques quatre décennies. La coopération bénéficie à des projets d'infrastructures ou environnementaux : assainissement des eaux, préservation des ressources halieutiques et lutte contre la désertification. Les investissements directs japonais sont restés modestes, cependant. Le Japon a fréquemment exprimé sa volonté d'intensifier ses investissements en Tunisie<sup>56</sup>. L'environnement économique tunisien semblait convenir aux patrons japonais<sup>57</sup>.

Le « Programme de mise à niveau » du gouvernement tunisien, depuis 1995, a cherché la promotion du libre-échange et de l'amélioration de la rentabilité de nombre de sociétés privées. Le Japon a fourni une aide directe via des projets de prêt en Yen, afin d'augmenter la compétitivité internationale, et mis l'accent sur les aides indirectes via l'installation d'infrastructures économiques. Un exemple d'aide directe est le « Projet de Crédit d'Investissement Privé ». La JICA a fourni l'assistance technique pour renforcer le "Programme de mise à niveau". Elle a élaboré des programmes de pépinières, afin d'encourager le démarrage des entrepreneurs et des programmes d'assistance pour de petites et moyennes entreprises locales, en essayant de faire un pont entre des sociétés locales et le milieu d'affaires japonais. La JICA et la Japan Bank of International Cooperation (JBIC) ont entrepris les projets qui visent à augmenter la compétitivité internationale de secteurs manufacturiers locaux, particulièrement de petites et moyennes entreprises. Un projet exemplaire est le « Technopôle Borj-Cedria » qui contribue à la biotechnologie, à l'énergie renouvelable et à la gestion de qualité de l'eau.

54. La Tunisie sollicitait, pour sa part, une participation de haut niveau du Japon à la conférence internationale sur l'Appui à l'Economie et de Promotion de l'Investissement en Tunisie des 29 et 30 novembre 2016.

55. Le chiffre de 36 676 millions de Yen a été annoncé. La Tunisie a récolté presque quatre fois plus de capitaux au Japon que sur les marchés américains (420 millions d'euros) et six fois plus que sur les marchés européens (209 millions d'euros), par rapport à 450 millions d'euros accordés à des conditions comparables à celles octroyées aux États européens.

56. Kheireddine Batache le 20/02/2018. Le président de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) Shinichi Kitaoka a fait une déclaration sur l'intérêt exprimé par des hommes d'affaires japonais, quant à d'éventuels projets d'investissement en Tunisie, notamment dans le secteur touristique.

57. Déclarations lors de la rencontre du 19 février 2018 entre le chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed et le président de la JICA, Shinichi Kitaoka.

Dans le domaine du développement et la gestion des ressources en eau, le Japon a activement fourni l'assistance technique et les prêts en Yen, spécifiquement pour le développement de ressources en eau, le développement du système d'irrigation, l'approvisionnement en eau potable et l'installation du système d'assainissement.

Divers projets tunisiens d'infrastructures ont été financés par le pays du Soleil Levant. De ce point de vue, une continuité se remarque entre l'avant et l'après "Printemps arabe". Dans le cadre du projet mené par la JICA, le pont Radés-La Goulette de 260 mètres, édifié en 2009, a remplacé le service bien lent de bacs et servi de rocade, désengorgeant le trafic dans la capitale. Environ deux millions de personnes, le cinquième de la population tunisienne, demeure dans le Grand Tunis, divisé en deux parties nord et sud par le lac de Tunis. Le pont, construction à haubans extradossé, édifié selon une technologie de pointe qui facilite la maintenance au moyen des techniques déjà utilisées dans l'archipel, est surnommé par la population le « pont du Japon »<sup>58</sup>.

A titre d'exemple, le Japon a accordé à la Tunisie un crédit substantiel pour la construction d'une station de dessalement des eaux de la mer à Sfax, à l'horizon de 2020<sup>59</sup>. Ce projet est sensé contribuer au renforcement de la capacité et de la qualité de la distribution de l'eau potable, en permettant à la SONEDE de fournir, dans un premier temps, 100 mille tonnes d'eau supplémentaires par jour au profit de la région du grand Sfax, deuxième grande ville de la Tunisie, au bénéfice d'un million d'habitants dans le gouvernorat de Sfax. Par ailleurs, et sous l'égide du ministère de l'Economie et de l'Industrie, la New Energy and Industrial Technology Development Organization (NEDO) promeut la génération d'énergie solaire photovoltaïque au Maroc et en Tunisie.

Pour la promotion de l'emploi et la création d'industries, les activités se sont concentrées, d'abord, sur la mise en place des infrastructures, avec l'allocation, ces cinq dernières années, de prêts en yens pour un montant annuel moyen de 122 milliards de yens. De nouvelles allocations seraient à l'étude. Le Japon aide, également, des projets qui améliorent le cadre environnemental<sup>60</sup>. Ainsi, le « Projet de protection contre les inondations », l'« Etude sur la Gestion Intégrée du Bassin, axée sur la Régularisation des Inondations dans le Bassin de la Medjerda », le « Projet de Gestion Intégrée des Forêts » ; le « Projet de Développement du Technopôle de Borj-Cedria »<sup>61</sup>. Le Japon a participé à l'équipement, à la gestion et à la formation des ressources humaines de technoparcs tunisiens<sup>62</sup>.

La négociation de projets touristiques, financés par le Japon, a été également à l'ordre du jour. La JICA s'est employée à mettre en place une stratégie de coopération, en préparant le terrain aux futurs

58. Le montant engagé pour ce projet est de 6,277 millions de yens.

59. Le Japon paraît sensible aux causes sociales en Tunisie : le Site Web de l'ambassade du Japon en Tunisie » avait inséré la cérémonie de signature d'un contrat de don. Relatif au « Projet de l'Équipement de Mammographie en faveur de l'Hôpital Régional de Zarzis (Hope 2016) », qui a eu lieu le même jour à l'Ambassade du Japon en Tunisie. Le contrat de ce don a été signé par Shinya Iwata, chargé d'affaires de l'Ambassade du Japon en Tunisie et Sami Chaherli, président de l'Association Inara. Le montant de ce don s'élève à 174 mille DT par le Japon et de 266 mille DT par l'entreprise japonaise Fujifilm. La somme était destinée à permettre à l'Hôpital Régional de Zarzis d'acquérir, pour la première fois, un dernier modèle de l'appareil de mammographie numérique pour le dépistage du cancer du sein. La précieuse machine doit contribuer à préserver la santé des 2 600 femmes par année dans le sud tunisien.

60. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme du Japon pour renforcer l'infrastructure de base dans les pays africains, soulignant que le Japon a annoncé des investissements d'environ 10 milliards de dollars en Afrique pour le développement des infrastructures de qualité, lors de la TICAD tenue en 2016.

61. Ce concept japonais de l'aide est développé dans les « Directives pour la Considération des aspects Environnementaux et Sociaux », auxquelles la JICA et la JBIC doivent se soumettre dans la préparation et l'exécution de leurs projets.

62. Ledit projet propose d'augmenter la capacité de recherche de la Tunisie dans la biotechnologie, la gestion de l'eau et l'énergie renouvelable.



investisseurs nippons cherchant à intégrer la Tunisie pays parmi leurs destinations touristiques. Des relais, comme la Chambre de Commerce et d'industrie tuniso-japonaise, créée en 2015, ont été mis en place par les deux pays. La Tunisie ou l'Ifriqiya romaine, comme destination touristique, ne paraissait pas suffisamment valorisée aux yeux du Japonais lambda<sup>63</sup>.

Dans le cadre global de la coopération bilatérale générale entre les deux pays, la coopération culturelle paraît occuper une place essentielle. Elle porte sur les ressources humaines, par le biais de l'échange des compétences et sur les équipements, le Japon comptant les plus grandes firmes de production des instruments de musique et des technologies de sonorisation en cinéma, arts visuels, musique et éclairage. Diverses voix ont appelé à les diversifier pour porter, également, sur la mise à niveau des maisons de culture à l'intérieur du pays, l'encouragement des initiatives privées en matière culturelle, ainsi que sur d'autres opportunités. L'aide s'est concrétisée par la fourniture d'équipements à la télévision tunisienne et la formation du personnel, avec une implication accrue dans la formation de la société civile et des médias.

Les relations de coopération bilatérales prennent en compte les objectifs du plan de développement 2016-2020. Les travaux de la 9<sup>ème</sup> commission mixte tuniso-japonaise ont évoqué les relations bilatérales, notamment dans les domaines de l'investissement, des énergies renouvelables, du tourisme et des technologies des informations et de la communication<sup>64</sup>.

Le Japon est aujourd'hui, après le "Printemps arabe", l'un des premiers partenaires financiers du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) dans le domaine de la gouvernance démocratique. Il a renforcé d'autres projets après la Révolution, financés par le Japon, dont l'exécution a été aussi confiée au PNUD, en collaboration avec ses partenaires nationaux, dont le programme d'appui au processus constitutionnel, parlementaire et au dialogue national<sup>65</sup>.

D'un autre côté, les attentats terroristes de 2015 ayant fait des victimes, notamment parmi les ressortissants japonais, le Japon a exprimé son intention de poursuivre ses efforts dans la lutte contre le terrorisme en collaboration avec la Tunisie<sup>66</sup>. La réforme du secteur de la sécurité en Tunisie a été inscrite au cœur de la coopération entre le PNUD et le gouvernement japonais<sup>67</sup>, considéré comme un pilier essentiel dans la consolidation de l'Etat de droit, avec la justice transitionnelle et la réforme de la justice. Le projet initial, mis en œuvre entre août 2011 et septembre 2012, avait notamment permis d'appuyer les pouvoirs publics dans la révision du cadre juridique et institutionnel applicable,

63. Voir Examen des politiques nationales du tourisme au Japon, Direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie, juillet 2002, OCDE, Paris, 23 p.

Tunisie-Japon: Evaluation du partenariat avec la JICA | Tourisme info observatoire dutourismetunisien.tn/?p=2907 . 26 décembre 2017

64. Un communiqué de presse de la présidence du gouvernement a précisé que le partenariat existant en matière d'échanges universitaires allait être optimisé. Le Japon et le PNUD. En appui à la transition en Tunisie, un partenariat efficace au service du processus de transition en Tunisie, Publications du PNUD, 2016.

65. Rencontre de M. Ohata le Chef de la diplomatie japonaise avec le président de la république le 12 décembre 2010 : celui-ci a réaffirmé l'importance que le Japon accorde à la Tunisie, compte tenu de sa position géographique, à la croisée entre le Moyen-Orient et les continents africain, asiatique et européen, de son rôle en tant que pays de modération, et du progrès économique important qu'elle a réalisé.

66. Le montant global de ces financements s'élève à 17,337 million USD. Dans la perspective de la mise en œuvre d'une politique et d'une administration modernisée, la Tunisie a bénéficié d'une aide électorale (envoi d'équipements, de spécialistes, etc.). Au niveau administratif, en matière de soutien à une bonne gouvernance, le gouvernement encourage les nations concernées à bénéficier des formations administratives dispensées par la JICA et a permis l'envoi de spécialistes japonais dans les structures administratives de ces pays.

67. Le Premier ministre Abe avait annoncé, à l'époque, son intention d'apporter à l'Afrique un soutien d'environ 10 milliards de dollars pour le développement de ses infrastructures. Avec les investissements privés, le montant total dépassera 30 milliards de dollars".

afin de le conformer au contexte démocratique, d'élaborer des modules de formation et manuels de procédures opérationnelles conformes aux droits de l'homme et aux standards internationaux en la matière, et d'initier la réflexion sur l'amélioration des relations entre les services de police et le citoyen<sup>68</sup>. La convention a permis de mettre en œuvre la deuxième phase du projet visant à appuyer la réforme du secteur et à renforcer les capacités des forces de sécurité, à travers la formation et le renforcement de la gestion des ressources humaines, l'amélioration des relations entre les forces de sécurité et la population et l'orientation vers une approche de service public. Cet appui inclut, également, un soutien spécifique à la prévention, la préparation et la réponse aux crises.

Dans le contexte post "Printemps arabe", la Tunisie a notamment parié sur la solidité de ses relations avec le Japon pour la relance de son économie, notamment en matière d'investissement dans les régions de l'intérieur. Le Japon a fourni des moyens importants pour aider les régions frontalières avec la Libye à faire face à la situation née de l'afflux des migrants<sup>69</sup>. Les deux gouvernorats de Médenine et Tataouine ont bénéficié de ce financement dont l'objectif était de stabiliser les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit en Libye, en particulier les femmes et les jeunes. Ce projet s'inscrit dans une approche plus régionalisée et décentralisée et vise à améliorer les capacités du secteur privé à créer de l'emploi, de petites et moyennes entreprises, appuyer l'entrepreneuriat, et la mise en place des mécanismes opérationnels de dialogue et de cohésion sociale. Il s'agit de renforcer les capacités des jeunes promoteurs des deux régions et des PME opérant dans des secteurs valorisant le patrimoine naturel et culturel, afin de réduire l'impact de la crise libyenne sur les zones frontalières, en améliorant les conditions de vie des communautés des deux régions.

Il n'en demeure pas moins qu'après le « Printemps arabe », la coopération bilatérale a connu une baisse relative, notamment après l'attentat du Bardo, en dépit des efforts des deux pays pour la relancer, afin de toucher des secteurs importants comme le développement durable, les infrastructures, la culture et l'enseignement<sup>70</sup>.

Les relations du Japon avec la Tunisie ressemblent, globalement, à celles avec le Maroc : les deux pays sont perçus comme des alliés positifs en raison de leurs positions géostratégiques.

### 3. Les relations entre la Japon et l'Algérie

Les relations bilatérales algéro-japonaises remontent à la période d'avant l'indépendance de l'Algérie, en 1962, à travers l'établissement du bureau d'Extrême-Orient du FLN à Tokyo, au mois

68. En juillet 2013, après la signature à Tunis d'un accord de financement additionnel de 2,690 M USD relatif à la réforme du secteur de la sécurité.

69. Le 26 juin 2016, Fumio KISHIDA Ministre japonais des Affaires étrangères

70. A cette fin, le gouvernement japonais a financé, sur la base d'une convention, à hauteur de 2,3 millions de dollars américains, un projet relatif à l'appui au relèvement économique, au développement du secteur privé et à la cohésion sociale pour une croissance inclusive en Tunisie, d'une durée de 24 mois, le coût total de ce projet est d'environ 4,3 Millions de dollars. Le PNUD contribue au financement de cette initiative avec 0,3 millions de dollars.

[PDF] Evaluation de la coopération de la CE avec la Tunisie - Ref. 1287 ...

[aei.pitt.edu/76865/1/evaluation-cooperation-ec-tunisia-1287-annex1-201105\\_fr.pdf](http://aei.pitt.edu/76865/1/evaluation-cooperation-ec-tunisia-1287-annex1-201105_fr.pdf)

2 mai 2011 - Evaluation de l'aide du Japon à la Tunisie, 2008. 2007. ▢ Banque mondiale, Rapport sur l'état d'avancement de la stratégie de coopération ...

[PDF] Etude d'Evaluation de l'Aide pour la Coopération Sud-Sud Edition ...

<https://www.mofa.go.jp/policy/oda/evaluation/FY2002/text-pdf/Etude.pdf>

Pages consultées cette page le 08/04/19.

de septembre 1958<sup>71</sup>. Du côté japonais, l'Association nippo-nord-africaine<sup>72</sup>, née en février 1961, a apporté son soutien à l'activité des premiers Algériens au Japon. Les fondateurs des premières relations nippo-algériennes conviennent que le soutien moral de Japonais durant la guerre de libération reste peu connu, jusqu'à aujourd'hui<sup>73</sup>. Des témoins considèrent que cette page de l'histoire commune aux multiples facettes, en particulier l'histoire du FLN à Tokyo, comporte beaucoup d'éléments non investis, et resterait à écrire<sup>74</sup>. Des témoignages soulignent que la délégation du FLN à Tokyo était écoutée avec beaucoup d'intérêt et la sympathie pour la cause algérienne dominait. Dans un texte sur Susumi Tanigushi, nombre de faits historiques sont mis en relief pour montrer l'apport de l'intelligentsia nipponne à la lutte du peuple algérien pour l'indépendance, éléments qui seraient à la base des perceptions mutuelles et des liens pleins de « respect » des Japonais à l'égard de tout ce qui touche à l'Algérie<sup>75</sup>. Le 4 juillet 1962, le Japon a reconnu l'Algérie souveraine par un télégramme du ministre des Affaires étrangères<sup>76</sup>.

Après l'indépendance, des entreprises japonaises ont joué un rôle central dans le développement des relations entre les deux pays, notamment, la construction de la raffinerie de pétrole, à Arzew, ou encore le complexe gazier à Hassi R'mel. JGC et Itochu s'y sont pleinement engagées et constituaient les premiers projets japonais d'envergure en Algérie. Dans les années 1970 et 1980, des entreprises japonaises ont participé à la construction des usines textiles à Nédroma, d'une usine sidérurgique à El Hadjar ou encore du barrage de Gargar. Le commerce entre les deux pays était actif dans le domaine des hydrocarbures et des produits manufacturés, tels que l'automobile et les appareils électriques. La communauté japonaise en Algérie comptait plus de 3000 à la fin des années 70, déployant leurs activités dans divers domaines, en particulier dans le domaine du développement de l'hydrocarbure. Aujourd'hui, des dizaines d'entreprises et des centaines de ressortissants Japonais travaillent en Algérie.

Alors que les relations algéro-japonaises n'ont pas évolué durant les années 1990, en raison de « la décennie noire », laquelle correspondait aussi à une période de stagnation de l'économie japonaise, et des effets de l'attentat terroriste à Tiguentourine, en janvier 2013. Il semble se produire une nouvelle dynamique au moment où les deux pays fêtaient le 55ème anniversaire de leurs relations. Le chef de l'Etat algérien a visité le Japon trois fois, notamment en 2004. Suite à la visite en Algérie du ministre japonais des Affaires étrangères, en 2010, les deux pays ont régulièrement organisé des consultations politiques.

71. Représenté par M. Abderrahmane Kiouane et M. Abdelmalek Benhabyles, futur Ambassadeur d'Algérie au Japon.

72. L'Association algéro-japonaise a été créée par M. Tokuma Utsunomiya, homme politique japonais, le 14 février 1961

73. M. Abdelmalek Benhabyles avait écrit une longue évocation, intitulée «La mort d'un des derniers compagnons de voyage», parue en septembre 2000, sur les colonnes de «La Nouvelle République».

74. L'ambassadeur Shin Watanabe racontait que le devoir d'écrire cette page a été un vœu exprimé, avant son décès, par Nokuma Utsunomiya, président de l'Association Japon-Algérie et, surtout, un ami de l'Algérie. Abderrahmane Kiouane a cité, de son côté, dans son livre « Les débuts d'une diplomatie de guerre » (1956-1962), des exemples de l'engagement politique de Nokuma Utsunomiya. Dans ce registre, deux articles, intitulés : «Les 50 ans de l'Algérie» et «La guerre d'Algérie a un demi-siècle», ont été publiés par le japonais Tanigushi Susumu, dans «Yomiuri choken quaterly» et la revue trimestrielle «The Arab».

75. Au moins, dix Japonais sont particulièrement connus pour leur apport moral considérable à la représentation du FLN au Japon : Nokuma Utsunomiya (député LDP, fondateur de la société Minofaguen), de Tokutaro Kitamura (député LDP, ancien ministre des Finances et président de la banque commerciale Shinwadont), de MM. Michihiko Suzuki, de Yukitatsu Kato et Susumo Taniguchi. Ils formaient le réseau du FLN à Tokyo, représenté notamment par Choaib Taleb, Moustapha Neggadi, Abdelmalek Benhabyles, Abderrahmane Kiouane. Le député socialiste Kanjyu Kato, ancien ministre du Travail, et membre de l'Association japonaise de l'Afrique du Nord, plus connue sous le nom plus populaire de «l'Association japonaise du Maghreb» (AJM), née spécialement pour soutenir l'Algérie combattante, Tokusaburo Dan, journaliste-écrivain, organisateur inlassable du mouvement en faveur des mouvements de libération nationale, à l'époque secrétaire général du comité japonais de la solidarité afro-asiatique, Nagano Kunisuke, président de l'AJM et avocat bien connu, ont participé tous à maintes actions de sensibilisation en faveur du FLN

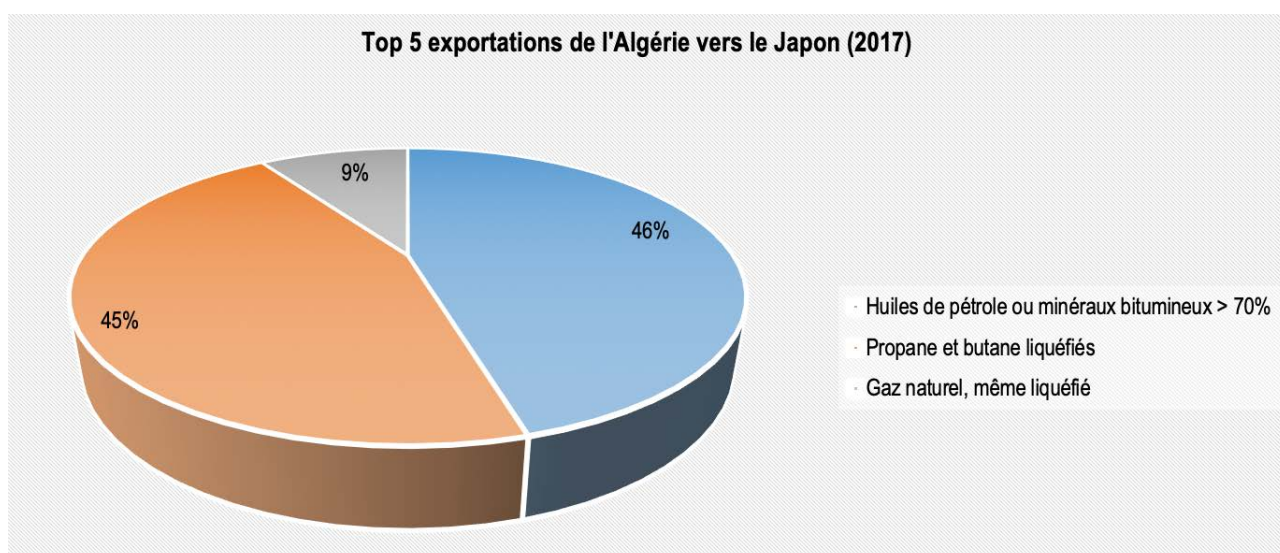
76 M. Zentaro KOSAKA, les deux pays ont, par la suite, échangé les notes verbales afin d'établir les relations diplomatiques le 28 novembre de la même année.



Les consultations sécuritaires ont commencé après l'attaque de Tiguentourine, en janvier 2013, en Algérie (quarante morts, dont dix japonais) et celles perpétrées en Tunisie, en mars et juin 2015, attaques qui ont convaincu les Japonais de la gravité des menaces sécuritaires pesant sur certaines zones de l'Afrique du Nord et du Sahel. Ces attaques ont été l'occasion d'approfondir la coopération et de l'étendre à d'autres domaines à travers de nouveaux mécanismes de consultations, notamment sécuritaires.

	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations (millions \$)	65 998,14	60 387,69	34 795,95	29 992,10	35 191,12
Part des exportations vers le Japon	1,57%	2,10%	1,71%	0,55%	0,71%
Importations (millions \$)	54 909,97	58 618,08	51 803,07	47 090,68	46 053,02
Part des importations depuis le Japon	1,83%	1,54%	1,12%	1,01%	0,95%
Commerce bilatéral (millions \$)	120 908,1	119 005,7	86 599,02	77 082,79	81 244,13
Part du commerce avec le Japon	1,69%	1,82%	1,36%	0,83%	0,85%

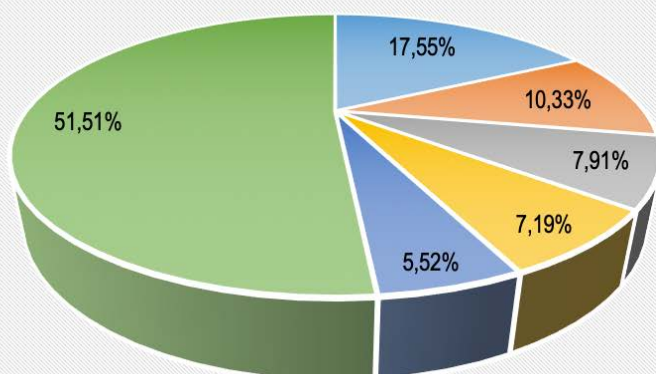
Source : CNUCED 2018



	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations (millions \$)	65 998,14	60 387,69	34 795,95	29 992,10	35 191,12
Part des exportations vers le Japon	1,57%	2,10%	1,71%	0,55%	0,71%
Importations (millions \$)	54 909,97	58 618,08	51 803,07	47 090,68	46 053,02
Part des importations depuis le Japon	1,83%	1,54%	1,12%	1,01%	0,95%
Commerce bilatéral (millions \$)	120 908,1	119 005,7	86 599,02	77 082,79	81 244,13
Part du commerce avec le Japon	1,69%	1,82%	1,36%	0,83%	0,85%

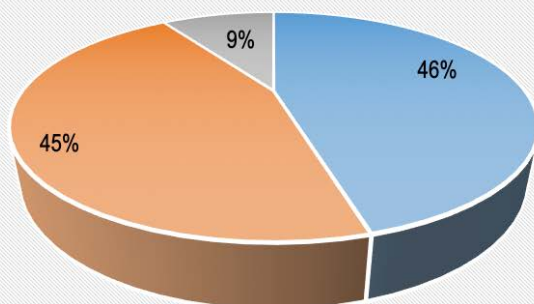
Source : CNUCED 2018

**Top 5 importations de l'Algérie depuis le Japon (2017)**



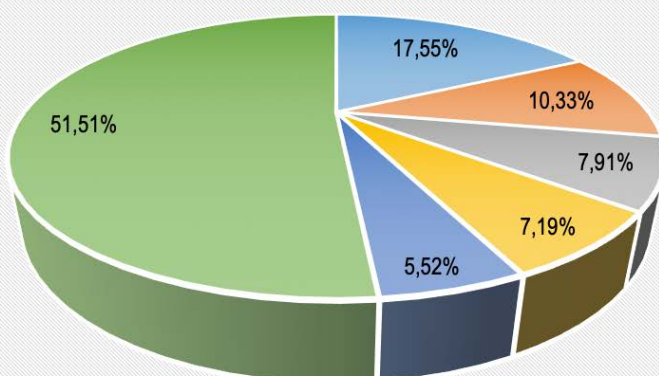
- [679] Tubes, profilés creux et accessoires, fer ou acier
- [723] Appareils, matériel de génie civil et construction
- [598] Produits chimiques divers, n.d.a.
- [782] Véhicules automatiques, transport de marchandises, usages spéciaux
- [625] Pneumatiques en caoutchouc
- Autres

**Top 5 exportations de l'Algérie vers le Japon (2017)**



- Huiles de pétrole ou minéraux bitumineux > 70%
- Propane et butane liquéfiés
- Gaz naturel, même liquéfié

**Top 5 importations de l'Algérie depuis le Japon (2017)**



- [679] Tubes, profilés creux et accessoires, fer ou acier
- [723] Appareils, matériel de génie civil et construction
- [598] Produits chimiques divers, n.d.a.
- [782] Véhicules automatiques, transport de marchandises, usages spéciaux
- [625] Pneumatiques en caoutchouc
- Autres

Sur le plan économique, un nouveau partenariat s'est tissé entre l'Algérie et le Japon, chacun mettant en œuvre, de son côté, sa « nouvelle stratégie de croissance économique ». Les investissements des sociétés japonaises en Algérie, tels que dans le secteur automobile, se font sous le signe d'une contribution à l'industrialisation de l'Algérie, par le transfert de technologie et du savoir-faire. Le Japon apporte son appui pour le développement des ressources humaines et des infrastructures de qualité, comme les ports, l'électricité et le dessalement d'eau de mer.

En matière de commerce, l'Algérie est le 4<sup>ème</sup> partenaire africain pour le Japon. Le Japon importe principalement le pétrole et le gaz de l'Algérie, et exporte des voitures et produits industriels. Depuis 1989, les deux pays ont organisé six fois le comité mixte, afin de renforcer davantage les liens économiques. L'Algérie-Japon Business Club, composé des entreprises japonaises et algériennes, a été créé en 2016 pour renforcer davantage la relation économique entre les deux pays. Il a joué le rôle de catalyseur pour les hommes d'affaires algériens et japonais. Les deux gouvernements ont d'ailleurs œuvré pour installer un nouveau comité mixte public-privé algéro-japonais<sup>77</sup>.

Même si les échanges économiques ont été fortement réduits depuis 2014, les perspectives paraissent prometteuses, notamment après la mise en œuvre du nouveau modèle de croissance algérienne, et la tenue de la TICAD VI. En plus du secteur traditionnel des hydrocarbures, les branches mécaniques, énergies renouvelables, agroalimentaire, BTPH, électronique offrent une large panoplie d'opportunités d'affaires. La coopération économique entre l'Algérie et le Japon s'étend à de nombreux domaines : le transport maritime, les énergies renouvelables, les mesures préventives contre les sinistres et autres. Le développement humain se situe au centre de la coopération japonaise. La JICA offre, aujourd'hui, des formations dans plusieurs domaines<sup>78</sup>. De plus, dans le cadre de l'initiative ABE, le programme africain d'éducation en affaires, de jeunes Algériens se rendent au Japon pour des études de master dans des Universités japonaises et des stages au sein des entreprises japonaises. Des cours de langue japonaise sont dispensés au Centre de l'enseignement intensif des langues à l'Université d'Alger II par d'anciens boursiers algériens ayant séjourné au Japon<sup>79</sup>. Et le nombre des Algériens qui passent le « Japanese Language Proficiency Test » s'accroît d'année en année depuis 2013. En outre, le Japon accorde régulièrement des dons dans le but d'appuyer les micro-projets des collectivités locales et des ONG dans le domaine de la santé, de l'éducation, des formations professionnelles et autres<sup>80</sup>.

Le Japon et l'Algérie, tous deux pays exposés aux tremblements de terre, après le séisme de 1980 à El Asnam, ont commencé à coopérer dans le domaine sismique. Aujourd'hui, la coopération technique de la JICA avec le Centre National de Recherche Appliquée en Génie Parasismique tente de développer les techniques antisismiques<sup>81</sup>.

Jadis, au moment de la guerre de libération, dans les années cinquante et soixante, les intellectuels japonais s'intéressaient à l'Algérie, en raison de la guerre de Libération nationale. Nombre d'intellectuels japonais s'étaient saisis de la question coloniale, à l'occasion de la guerre d'Algérie, pour afficher un anticolonialisme complet. La contribution d'une partie de l'intelligentsia nipponne au soutien à l'Algérie combattante est, de ce point de vue, expressive. Il n'est pas surprenant que l'intérêt porté par les universités japonaises à l'Algérie, à son peuple et à sa culture soit ancien : Kateb Yacine,

77. Message de Dr. Mekideche, Président d'Algérie-Japon Business Club.

78. Jusqu'ici, plus de 350 Algériens ont eu la formation au Japon sur la base de l'Accord sur la coopération technique algéro-japonaise, signé lors de la visite de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika en 2004. La formation de pays tiers au sein de l'École Nationale Supérieure Maritime à Bou Ismaïl, le projet de « Sahara Solar Breeder (SSB) » autour de l'USTO, les études antisismiques au Centre National de Recherche Appliquée en Génie Parasismique (CGS) sont de bons exemples de cette coopération.

79. Rappelons que l'architecte japonais Dr. Kenzo TANGE, bien connu, s'était occupé du plan de l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran (USTO), des établissements aux environs de l'USTO en 1972. De même que le campus de l'USTO. Depuis lors, cet espace est devenu un théâtre de la coopération nippo-algérienne, à commencer par les projets de coopération technique pour le développement de la technologie médicale. En particulier, de 2010 à 2015, au centre de l'USTO avec la participation des institutions de recherche algériennes, le projet de « Sahara Solar Breeder », qui utilise le sable du désert saharien pour produire le silicium entrant dans la fabrication des panneaux photovoltaïques, a été exécuté avec un grand succès.

80. Voir le site de l'ambassade.

81. Lors du séisme de 1995, à Kobe, 90 tentes ont été offertes par l'Algérie et lors du séisme de 2003, à Boumerdès, le Japon a coopéré à la reconstruction de 36 écoles algériennes. L'Algérie a soutenu le Japon pour les sinistrés du grand séisme dans la région du Tohoku de 2011.

l'Association des oulémas musulmans algériens et le développement de la femme algérienne sont des thèmes choisis pour nombre de soutenances de thèses de doctorat au Japon. Plusieurs recherches et études ont été effectuées à l'époque sur l'Algérie, étoffées par des échanges de séjour. Il y a eu un ralentissement net durant les années quatre-vingt-dix, à cause des faits de la décennie dite « noire ». Puis, un réchauffement dans les relations algéro-japonaises est enregistré au bout de cette période.

Sur le plan de la création littéraire, peuvent être cités, également, les œuvres de théâtre de Asaya Foujita, auteur de pièces comme «L'ombre du soleil», «La Question»<sup>82</sup>, de Yoshiyuki Fukuda, autre auteur dramaturge d'une pièce de théâtre sur la lutte de libération algérienne intitulée «Nous allons plus loin»<sup>83</sup>... Afin de raconter les relations algéro-japonaises, d'autres « liens humains et d'amitié » doivent être intégrés. En effet, les Jeux Olympiques de Tokyo, en 1964, symbolisent les relations amicales entre les deux pays. M. Mohamed Yamani, devenu, par la suite, directeur du Musée Olympique Algérien, était le premier représentant algérien aux Jeux Olympiques de Tokyo. Le Karaté a été reconnu comme nouvelle épreuve aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020. La popularité des arts martiaux japonais en Algérie, comme ailleurs au Maghreb, ne fait pas de doute<sup>84</sup>. Le séjour, en Algérie, de techniciens, experts reconnus, tel l'entraîneur national (japonais) d'Algérie en Judo, les cérémonies commémoratives du thé, les « semaines japonaises », les diverses facettes culturelles du Japon comme la calligraphie, le manga, les dessins animés et autres font leur œuvre de renforcement des relations entre les deux pays.

#### 4. Les relations entre le Japon et la Libye

Au-delà des chiffres dont on dispose sur les relations nippo-libyennes, celles-ci n'ont pas semblé intéresser les chercheurs. Les matériaux documentaires autour de cette relation semblent plutôt rares, sinon inexistant. Il existe peu d'informations sur les relations entre la Libye et le Japon et leur évolution. Le Japon a déployé de gros efforts pour conquérir le marché libyen depuis 1962, et a vu se confirmer progressivement l'amélioration de sa position : voitures, radios et appareillage électrique, articles électroniques japonais... n'ont cessé d'être en vogue.

	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations (millions \$)	43 500,00	21 000,00	10 200,00	6 000,00	15 600,00
Part des exportations vers le Japon	0,53%	0,09%	0,02%	0,08%	0,03%
Importations (millions \$)	27 000,00	19 000,00	13 000,00	10 700,00	11 700,00
Part des importations depuis le Japon	1,95%	1,60%	1,07%	0,78%	0,77%
Commerce bilatéral (millions \$)	70 500,00	40 000,00	23 200,00	16 700,00	27 300,00
Part du commerce avec le Japon	1,07%	0,81%	0,61%	0,53%	0,35%

Source : CNUCED 2018

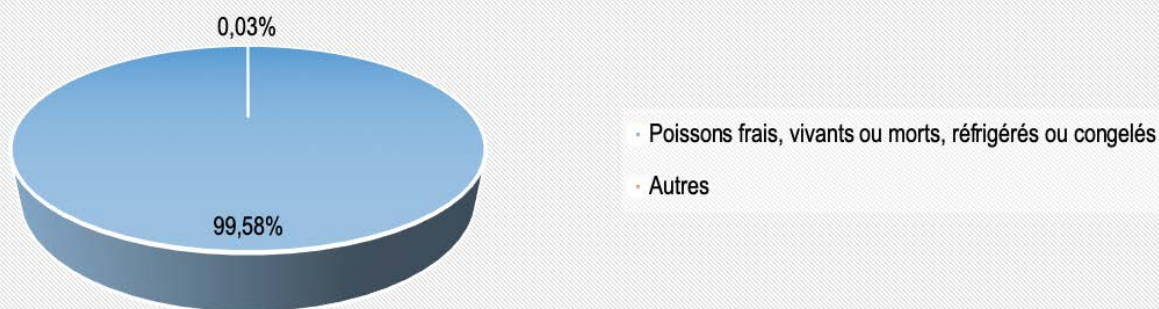
82. Cette dernière étant puisée du livre portant le même titre d'Henri Alleg.

83. Voir, par ailleurs, les travaux du Groupe de réflexion sur le Maghreb, 28/Feb/2005 « Réflexions sur le problème algérien ». Mais les études japonaises sur le Maghreb ne portent pas seulement sur les aspects historiques des relations entre les deux pays ou les événements contemporains, citons les auteurs qui se sont intéressés à des aspects relatifs à la longue durée, tels « Le Japonais d'In-Belbel », Pr. Iwao Kobori de l'Université de Tokyo qui a fait des études sur la foggara pendant plus de 40 ans dans le désert du Sahara.

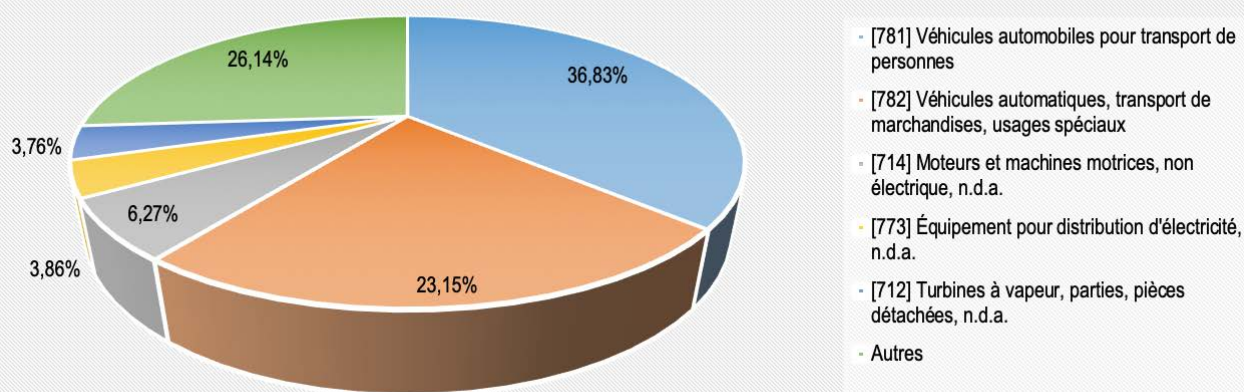
84. Les pratiquants de Judo représentent environ 100 mille personnes et ceux du Karaté environ 80 mille personnes



### Top 5 exportations de la Libye vers le Japon (2017)



### Top 5 importations de la Libye depuis le Japon (2017)



La démarche générale de la Libye de Kaddafi, ses efforts pour disposer d'armes de destruction massive, et les alliances auxquelles cette quête obligeait, ne pouvaient rendre aisés les rapports entre les deux pays. Ainsi, à titre d'exemple de 1974 jusqu'en 2011, en plus des travailleurs Nord-coréens présents dans le pays, les relations de la Libye avec la Corée du Nord étaient marquées par une entente trop cordiale, fournissant, notamment, à l'Etat libyen de l'hexafluorure d'uranium, composant utilisé pour l'enrichissement d'uranium et combustible pour les réacteurs nucléaires<sup>85</sup>.

Sans doute, lorsque le 19 décembre 2003, la Libye accepte de mettre un terme à son programme d'armes de destruction massive, de détruire ses missiles balistiques ayant une portée de plus de 300 km avec une charge utile de 500 kg, et d'autoriser des inspections immédiates de l'ONU, les rapports avec le Japon, comme avec de nombreux autres pays, changent. En effet, en juillet 2006, la Libye s'est, de nouveau, tournée vers le Japon. Les pourparlers entre les deux parties devraient déboucher sur des accords dans le domaine des sciences et de la technologie. Interrogé sur la véritable nature de la coopération avec le Japon, notamment après la visite du ministre japonais concerné en la matière, le ministre libyen des Forces actives et de la Formation<sup>86</sup> a indiqué que les deux pays s'orientaient vers l'installation d'un partenariat stratégique. Le gouvernement libyen entendait, aussi, solliciter le

85. Les exportations nord-coréennes vers la Libye comprenaient du matériel militaire, tels que des Scud-C d'une portée de 550 km. Le gouvernement libyen souhaitait se doter de missiles balistiques à moyenne portée Rodong-1 et même de missiles à longue portée auprès de la Corée du Nord, du fait de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU, afin de les utiliser contre d'éventuelles cibles américaines et de l'OTAN en cas de menaces occidentales. La Corée du Nord a, en effet, été l'un des fournisseurs d'armes.

86. Maâtouk Mohamed Maâtouk- qualifié jadis de Monsieur nucléaire.

savoir-faire japonais dans le domaine de l'industrie nucléaire à des fins civiles<sup>87</sup>.

Le « Printemps arabe » est un tournant autrement plus déterminant. Le ministre japonais des Affaires étrangères a publiquement considéré que le décès de Mouammar Kadhafi constituait un événement important pour la Libye, désormais engagée dans un processus de construction<sup>88</sup>. Souhaitant voir les combats cesser, et la situation sécuritaire se stabiliser rapidement en Libye, le ministre japonais a encouragé les nouveaux dirigeants à mettre en place rapidement un gouvernement intérimaire, en maintenant l'unité du pays et en créant un environnement favorable à la reconstruction. Le Japon s'est déclaré en mesure d'utiliser son savoir-faire et sa technologie pour aider la Libye à devenir un nouveau pays. Le Conseil National de Transition a demandé et obtenu assistance de Tokyo<sup>89</sup>. Le gouvernement japonais a fait savoir qu'une fois la situation stabilisée en Libye, il pourrait envisager d'y investir de manière plus significative<sup>90</sup>.

Mais, les événements de Libye se précipitèrent et s'aggravèrent en même temps que la catastrophe de Fukushima. Indépendamment de leur volonté, Japon et Libye ont été reliés d'une autre manière par l'actualité internationale<sup>91</sup>. La Libye, préoccupation stratégique de la démarche japonaise, reste au regard de ses intérêts pour l'heure à l'état de perspective d'avenir.

## 5. Les relations entre le Japon et la Mauritanie

La Mauritanie entretient une coopération de longue date avec le Japon, et soutient activement diverses dimensions de sa politique étrangère. Dans ces évolutions internationales, le Japon considère la République de Mauritanie comme un allié qui compte. De nombreuses séquences internationales témoignent, d'ailleurs, de cette proximité<sup>92</sup>. Cependant, la coopération économique entre les deux pays est la plus expressive de l'état général de leurs relations<sup>93</sup>.

Pour répondre aux déficits chroniques de la Mauritanie en denrées alimentaires, en insuffisance des services sociaux de base, en retard d'aménagement des infrastructures, à cause du développement urbain rapide, et l'augmentation du nombre d'habitants sous le seuil de pauvreté, le gouvernement a adopté une « Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) 2016-2030 », référentiel de base dans la politique de développement du pays<sup>94</sup>. Le Japon a, ainsi, appuyé les politiques mauritaniennes de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité. Il s'implique considérablement dans le programme d'aide alimentaire au profit de la population pauvre dans les milieux urbains et ruraux. A la base de sa politique d'aide publique au développement, la promotion

87. Plus particulièrement dans les domaines de l'électricité et des hydrocarbures. Washington n'est pas loin de ce rapprochement libyo-japonais. Par ailleurs, des projets similaires sont actuellement en cours de discussion entre Tripoli et Paris. La Gazette du Maroc, publié dans La Gazette du Maroc le 31 - 07 - 2006

88. Déclaration de M. Koichiro Gemba, ministre japonais des Affaires étrangères.

89. Demande a été formulée pour lui fournir des prothèses pour les personnes blessées pendant les combats, demande à laquelle le Japon apporta une réponse positive, notamment en se concentrant sur l'octroi de prêts dans le domaine médical.

90. Déclaration de M. Koichiro Gemba, précitée.

91. Par Quentin Girard — 14 mars 2011 à 14:59 (mis à jour à 17:31) La newsroom de la télé Al-Jezira au Qatar, le 7 février 2011. Fadi Al-Assaad / Reuters. REUTERS Les médias ont continué à traiter de manière importante l'actualité libyenne, malgré la crise majeure au Japon. vs Kadhafi : « Les médias doivent amortir leurs investissements sur la Libye ». On se posait la question de savoir si le séisme au Japon est-il une chance pour Kadhafi ?

92. Constantin F et Coulon Christian, Les relations internationales de la Mauritanie, Aix-En-Provence, 1979, 42 La Mauritanie dans l'ordre international - Politique africaine [www.politique-africaine.com/numeros/pdf/055011.pdf](http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/055011.pdf), 8 sept. 2010 -

93. Voir site de l'ambassade du Japon en Mauritanie, Coopération du gouvernement du Japon de 1977 à nos jours, 2015.

94. une « Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) 2016-2030 », référentiel de base dans la politique de développement du pays

du développement socio-économique et de la stabilité dans la région du Sahel s'effectue sur la base des axes prioritaires définis dans le cadre de la SCAPP<sup>95</sup>. L'aménagement des infrastructures sociales du développement urbain, la réduction de la pauvreté et la promotion du développement occupent une place importante dans les rapports entre les deux pays. Suite au développement non maîtrisé des villes, à la suite de l'afflux massif de la population venant des régions intérieures, du retard de l'aménagement des infrastructures, le Japon soutient le développement urbain dans les grandes villes, comme à Nouakchott. Dans cette perspective d'unité sociale, le Japon a aussi entrepris de financer la construction d'établissements médico-sanitaires et scolaires. Il s'est engagé, à l'instar de ce qu'il a fait ailleurs, dans le reste du Maghreb, en Afrique subsaharienne, ou en Asie, dans le développement des ressources humaines, en vue d'une diversification de l'économie mauritanienne au cours des phases à venir. L'appui à la formation professionnelle au profit des enseignants et des personnels paramédicaux est priorisé.

Par ailleurs, le Japon soutient fortement les activités des entreprises japonaises dans le secteur énergétique et des ressources naturelles dans le pays, où le gaz naturel existe en abondance. Leur exploitation pourrait s'accroître et la diversification de ses fournisseurs en ressources naturelles intéresse au plus haut point le Japon.

Pour le Japon, les importantes ressources halieutiques mauritaniennes font aujourd'hui de son secteur de la pêche l'une des industries majeures du pays, et dont le développement doit beaucoup à la coopération japonaise depuis 1977. La Mauritanie est devenue, aujourd'hui, grande exportatrice de poulpes, couvrant jusqu'à 40% des poulpes importés par le Japon. Le secteur de la pêche est considéré comme le moteur de la croissance économique de la Mauritanie. La pêche au poulpe, dont la technique de la capture avec des pots a été introduite par la coopération japonaise, s'est largement répandue au sein des groupes de pêcheurs. Le secteur public japonais travaille avec le secteur privé pour l'exploitation durable et la valorisation des ressources halieutiques.

La sécurité constitue un autre volet prioritaire dans les relations entre les deux pays. Le Japon y apporte son appui, afin de contribuer à la stabilité de la Mauritanie et de la région, en étroite collaboration avec les organisations internationales, et en ciblant la prévention de la propagation des courants extrémistes violents et le soutien des acteurs agissant pour le renforcement de la paix et de la stabilité politique et sociale. Il s'agit de renforcer la capacité des autorités mauritaniennes dans la gestion des zones frontalières, des flux des réfugiés, et la lutte contre le terrorisme, le trafic illicite d'armes et de drogues, contre les crimes organisés. Dans ce contexte, pour la mise en œuvre des projets, le Japon intègre dans sa démarche l'élaboration des mesures nécessaires pour la sécurité des personnes impliquées et choisit, de manière rigoureuse, la zone et les méthodes d'intervention.

---

95. « Promouvoir une croissance forte, durable et inclusive », « Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base », « Renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions ».

## Conclusions

Les relations du Japon avec les pays du Maghreb sont alimentées par des éléments de projection très diversifiés, inégaux, vers des pays et des sociétés qui intéressent le Japon, par eux-mêmes, mais dont l'importance est renforcée par leurs articulations avec les maillages, africain et moyen oriental.

Dans les échanges commerciaux, la décennie actuelle n'a pas été le moment le plus fort de ces relations, en raison des situations des deux côtés. La coopération entre le Japon et les pays du Maghreb reste significative, cependant, du point de vue de l'esprit qui l'anime, de la méthodologie et des procédures qui l'organisent, sans parler de ses contenus prometteurs. Le Japon semble, aussi, intéressé par des relations avec les pays et pas seulement la région en tant que telle.

Les relations économiques font ressortir, avec force, la place prise par ce qui a rapport avec les ressources énergétiques. Dans ses approvisionnements, le Maghreb n'est pas source principale pour le Japon comme le Machrek, à la différence de l'Inde ou de la Chine. L'économie japonaise semble davantage orientée vers l'export, mais de produits à forte valeur ajoutée. Les USA sont les premiers importateurs de produits japonais. La Chine, si on y ajoute Hong Kong et Taïwan, occupe le second rang comme importateur des produits japonais, en même temps elle est son premier fournisseur. Le Japon importe les biens intermédiaires, mais ces derniers sont disponibles à proximité, dans les pays du Sud-Est asiatique.

Les opportunités de développement sont énormes, mais encore inexploitées. Ainsi, la signature de l'accord de libre-échange entre le Japon et l'Union européenne, en juillet 2018, semble offrir une grande occasion de tirer profit de ses investissements au Maghreb.

Plusieurs documents d'évaluation globale laissent penser que la politique étrangère du Japon dans la région n'a pas encore été fermement définie ou, qu'à dessein, elle préfère s'installer dans une certaine généralité.



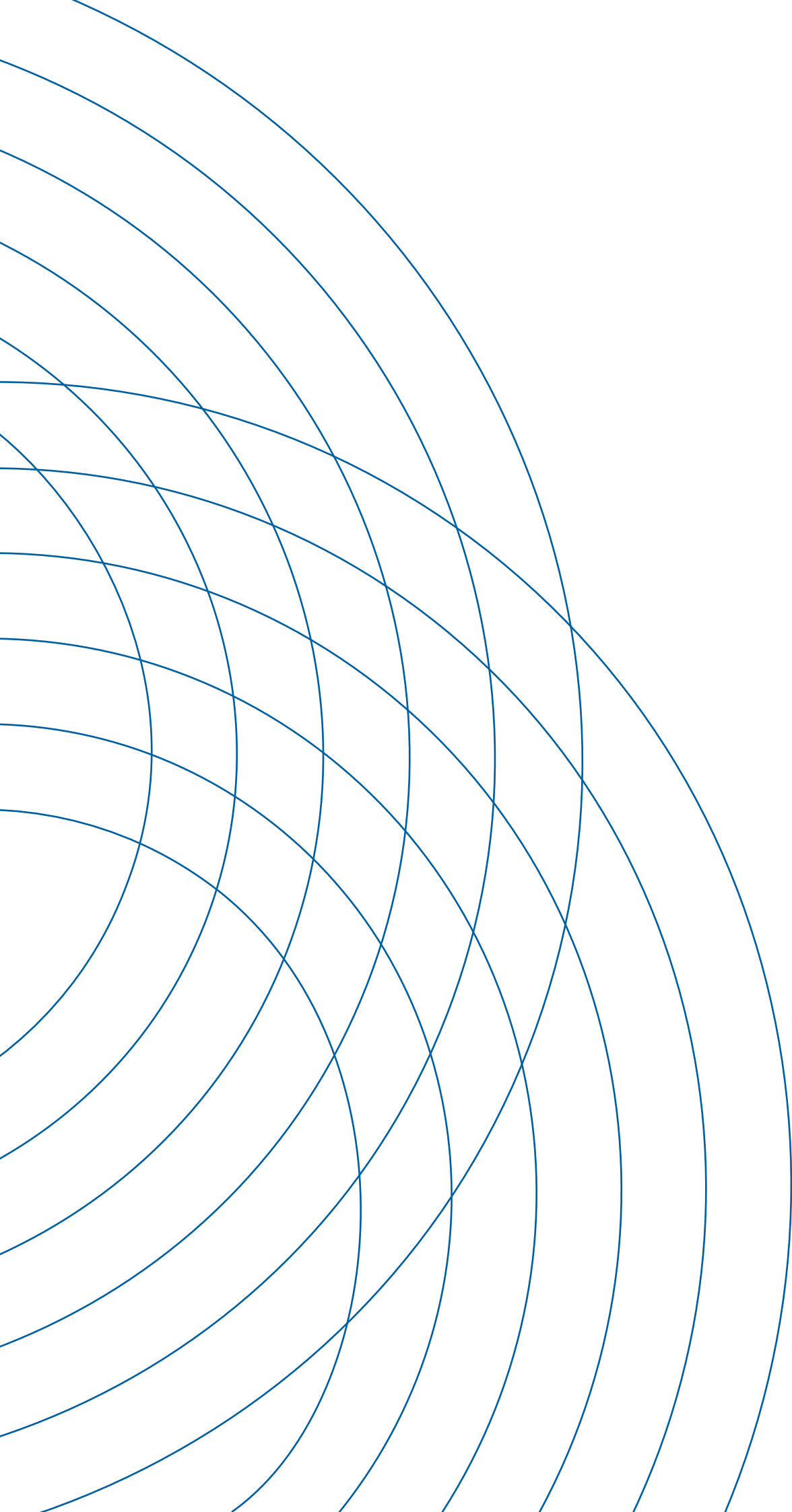
## Liste des sigles

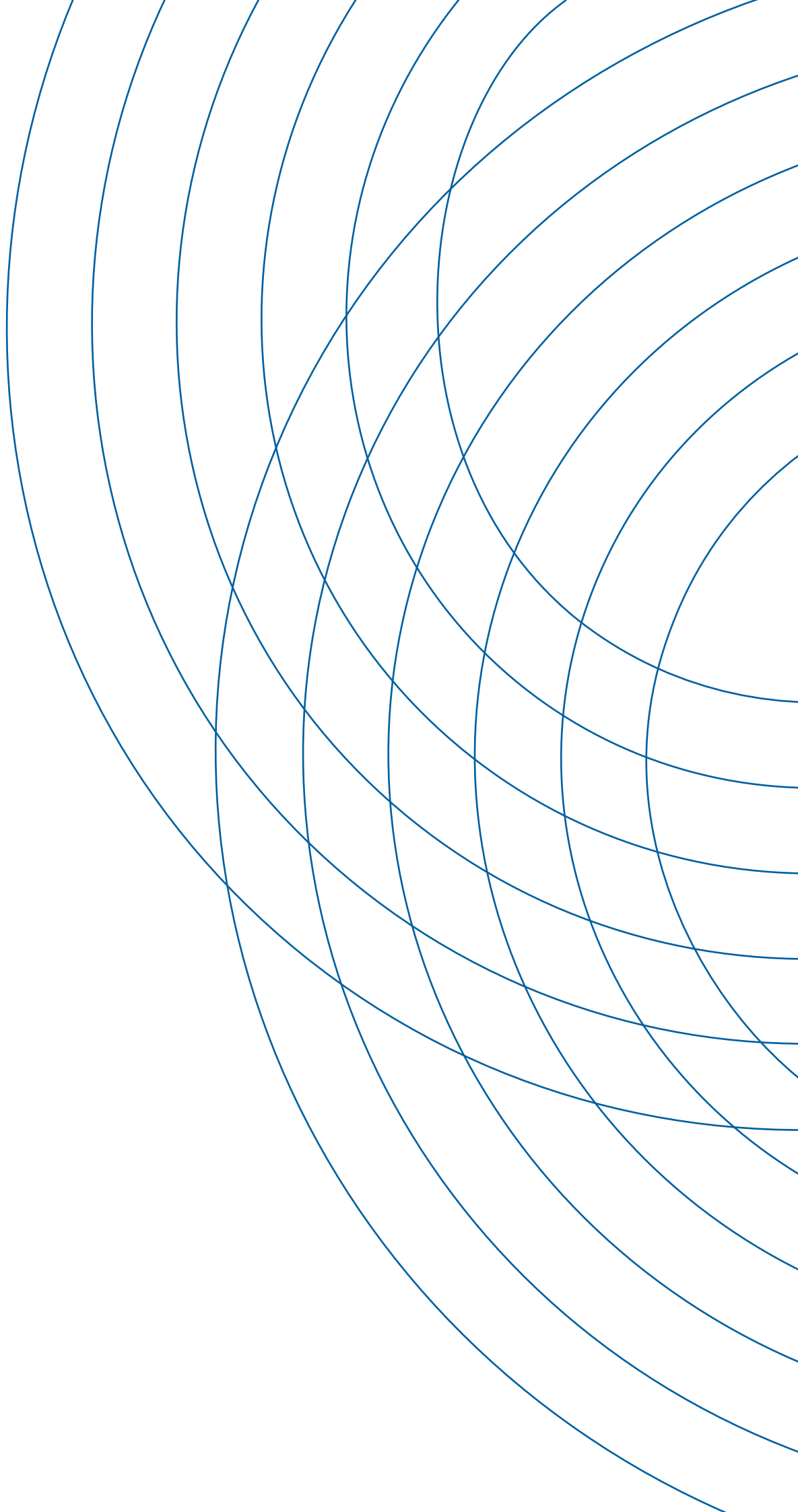
- AMCI : Agence marocaine de Coopération internationale
- JICA : Japan International Cooperation Agency
- JBIC : Japan Bank for International Cooperation
- JETRO : l'Agence japonaise pour le commerce extérieur
- IOT : Internet des Objets Technologiques
- MASEN : Moroccan Agency for Solar Energy
- NEDO ; Organisation de Développement des Nouvelles Energies et des Technologies industrielles
- SONEDE : Société nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
- TICAD : la Conférence internationale de Tokyo sur le Développement africain

## Annexes : Principaux indicateurs économiques du Japon

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Indicateurs réels</b>					
PIB réel (Milliards \$, prix courant)	5 155	4 850	4 395	4 949	4 872
Taux de croissance du PIB réel (%)	2,0	0,4	1,4	1,0	1,7
<b>Indicateurs budgétaires</b>					
Balance budgétaire (% du PIB)	-6,9	-4,8	-3,8	-3,8	-3,2
<b>Indicateurs monétaires</b>					
Taux d'inflation (%)	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5
TCER (indice ; 2010=100)	80,4	75,2	70,3	79,7	75,8
<b>Indicateurs extérieurs</b>					
Exportations totales (% du PIB)	15,9	17,5	17,6	16,1	ND
Importations (% du PIB)	18,2	20,0	17,9	15,0	ND
Compte courant (% du PIB)	0,9	0,8	3,1	3,8	4,0
IDE (% du PIB)	0,21	0,41	0,13	0,71	0,39
Réserves (mois d'importations)	15	14,2	16,8	17	16,3
<b>Indicateurs sociaux</b>					
Taux de chômage (%)	4,0	3,6	3,4	3,1	2,9
Population (Millions)	126,7 Millions (2017)				
PIB/habitant, PPP (Int'l \$)	38 477	39 381	40 392	41 296	42 831

Source : FMI, CNUCED et Banque mondiale







**Policy Center for the New South**

Complexe Suncity, Immeuble C,  
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,  
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 5 37 54 04 04

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)